



Tableau de Bord Conjoncturel en Seine-Saint-Denis

AVRIL 2006



Le Club 93 Conjoncture est une structure informelle qui réunit les principaux acteurs économiques de la Seine-Saint-Denis, spécialistes de la conjoncture, suivants : la Préfecture de la Seine-Saint-Denis ; le Conseil Général de Seine-Saint-Denis ; le Comité d'Expansion économique de Seine-Saint-Denis, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis ; la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle ; la Banque de France ; la Trésorerie Générale de Seine-Saint-Denis ; le Comité Départemental de Tourisme 93 ; Les ASSEDIC de l'Est Francilien ; la Direction Départementale des Services Fiscaux 93 ; la Direction Départementale de l'Équipement ; la Chambre de Métiers et de l'Artisanat 93 ; le Tribunal de Commerce de Seine-Saint-Denis ; la Direction Régionale des Douanes de Paris-Est ; l'ANPE 93, et l'URSSAF de Paris- Région Parisienne.

Il a pour objet l'analyse et le suivi de la conjoncture économique du département, et s'organise autour de deux aspects différents du suivi et de l'analyse de la conjoncture départementale : le suivi régulier de la conjoncture en premier lieu, et l'examen plus structuré par thématique de certains aspects de l'économie départementale, en second lieu.

Dans cette perspective, le Club 93 Conjoncture réalise semestriellement un tableau de bord conjoncturel de la Seine-Saint-Denis qui regroupe des séries chronologiques économiques collectées auprès des différents partenaires et tente de faire l'analyse d'indicateurs départementaux relatifs à l'emploi, les ménages, l'habitat, le tourisme, l'immobilier, la vie de l'entreprise, les services, l'attractivité et l'image de la Seine-Saint-Denis.

Ce document est consultable sur les sites internet des partenaires du Club 93 Conjoncture suivants :

- Préfecture de la Seine-Saint-Denis : www.pref93.pref.gouv.fr
- Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis : www.ccip93.fr
- Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Seine-Saint-Denis : www.cm-93.fr
- Comité départemental du tourisme : www.tourisme93.com
- Comité d'Expansion économique de la Seine-Saint-Denis : www.comex93.org

SOMMAIRE

I) LES MENAGES

A) La consommation des ménages

<input type="checkbox"/> Crédits à la consommation des ménages, encours et dépôts.....	P6
--	----

B) L'investissement des ménages

<input type="checkbox"/> Immatriculations de véhicules particuliers.....	P7
<input type="checkbox"/> Crédit à l'habitat.....	P7
<input type="checkbox"/> Le marché des logements collectifs neufs et leur prix au m ²	P8
<input type="checkbox"/> Le volume de la construction des logements neufs.....	P9
<input type="checkbox"/> Le marché des logements anciens	P10

II) LA VIE DE L'ENTREPRISE

A) Démographie d'entreprise

<input type="checkbox"/> Mouvements (créations, radiations) des entreprises.....	P12
<input type="checkbox"/> Mouvements (créations par branche) de l'artisanat.....	P13

B) Activité des entreprises

<input type="checkbox"/> Analyse des rapports entre l'évolution des carnets de commandes et les stocks.....	P14
<input type="checkbox"/> Le commerce extérieur (= demande extérieure).....	P15
<input type="checkbox"/> La taxe sur la valeur ajoutée.....	P17

C) Niveau de l'investissement

<input type="checkbox"/> Construction des locaux d'activités.....	P19
<input type="checkbox"/> Volume des transactions immobilières.....	P20
<input type="checkbox"/> Immatriculations de véhicules utilitaires.....	P22
<input type="checkbox"/> Crédits aux entreprises.....	P22

SOMMAIRE (suite)

III) LES SERVICES

<input type="checkbox"/> Hôtellerie (taux d'occupation).....	P24
<input type="checkbox"/> Transports (données qualitatives).....	P25

IV) INDICATEURS D'ATTRACTIVITE

<input type="checkbox"/> Nombre de visiteurs au Stade de France.....	P27
<input type="checkbox"/> Nombre de visiteurs au Musée de l'Air et de l'Espace.....	P27
<input type="checkbox"/> Nombre de visiteurs à la Basilique de Saint-Denis.....	P27
<input type="checkbox"/> Chiffres clés « salons » sur les Parcs d'Exposition du Bourget et de Villepinte.....	P28
<input type="checkbox"/> Transferts des sièges sociaux.....	P29

V) L'EMPLOI

A) Le marché du travail

<input type="checkbox"/> Les demandes d'emplois en fin de mois (DEFM).....	P31
<input type="checkbox"/> Les demandes d'emplois enregistrées.....	P31
<input type="checkbox"/> Le taux d'évolution du chômage sur 1 an.....	P31
<input type="checkbox"/> Les offres d'emplois enregistrées en fin de mois.....	P32
<input type="checkbox"/> Les secteurs qui recrutent.....	P32
<input type="checkbox"/> Les offres par taille d'entreprises.....	P32
<input type="checkbox"/> Les métiers recherchés par les entreprises.....	P32
<input type="checkbox"/> Le nombre d'allocataires du RMI.....	P33
<input type="checkbox"/> Les contrats d'insertion.....	P33
<input type="checkbox"/> Les reprises d'activité selon le type de contrats.....	P33
<input type="checkbox"/> Taux de chômage.....	P34

B) Le marché de l'emploi

<input type="checkbox"/> L'évolution sur 5 ans du nombre d'entreprises employant de la main d'œuvre.....	P35
<input type="checkbox"/> L'évolution sur 5 ans du nombre de salariés.....	P35
<input type="checkbox"/> Les déclarations uniques d'embauches.....	P36

Note méthodologique	P38
----------------------------------	-----

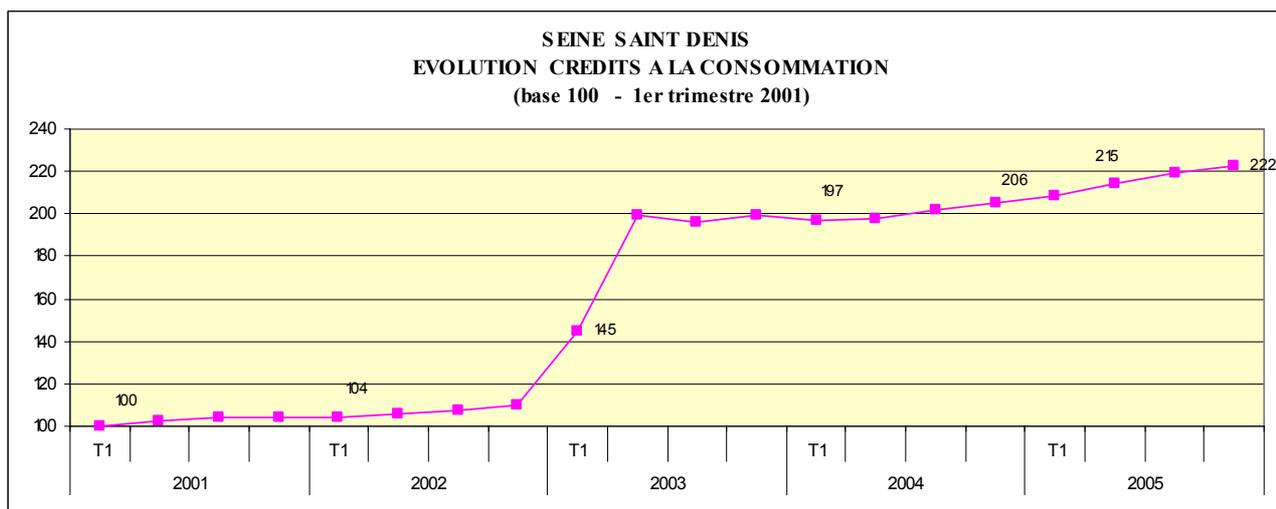
Contacts	P43
-----------------------	-----

LES MENAGES

Préfecture de la Seine-Saint-Denis ● Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis ● Conseil Général de Seine-Saint-Denis ● Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Seine-Saint-Denis ● Tribunal de Commerce ● Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ● URSSAF de Paris- Région Parisienne ● ASSEDIC de l'Est Francilien ● ANPE 93 ● Direction départementale d'Equipement 93 ● Comité Départemental du Tourisme ● Banque de France de Seine-Saint-Denis ● Trésorerie Générale 93 ● Direction départementale des Services Fiscaux ● Direction régionale des Douanes de Paris-Est ● Comité d'Expansion économique de Seine-Saint-Denis

LES MENAGES : La consommation des ménages

Crédits à la consommation



La hausse du volume des crédits à la consommation s'est nettement accélérée en 2005 pour atteindre +8,2% après une année 2004 marquée par une certaine modération (+3,1%).

La hausse constatée en 2005 résulte de l'effet conjugué de l'augmentation du montant alloué des « Prêts personnels » (+6,8%) et des « Crédits de trésorerie divers » à hauteur de 5%.

Source : Banque de France

LES MENAGES : l'investissement des ménages (1)

Immatriculations de véhicules particuliers neufs

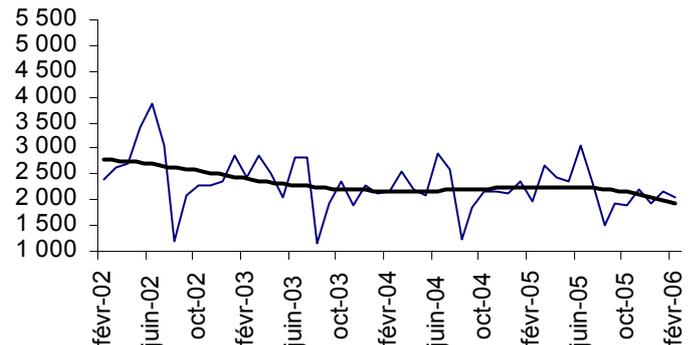
(données disponibles jusqu'à février 2006)

Après avoir atteint le nombre d'immatriculations le plus bas depuis 6 ans, fin décembre 2004 (26 154), le marché des véhicules particuliers neufs en Seine-Saint-Denis progresse légèrement (+ 0,1 %) en 2005, avec 26 322 immatriculations, sans pour autant atteindre les résultats des années précédentes (28 044 en 2003, 31 239 en 2002 et 33 779 en 2001). Le cumul d'immatriculations sur janvier et février 2006 (4 206 immatriculations) reste toutefois inférieur à ceux des années précédentes (4 316 en 2005, 4 278 en 2004, 5 300 en 2003, 5 742 en 2001). L'Ile-de-France, quant à elle, a vu ce marché progresser de + 1,5 % entre 2004 (390 059 immatriculations) et 2005 (397 839 immatriculations), sans pour autant atteindre les résultats des années précédentes (417 548 en 2003, 495 407 en 2002 et 538 584 en 2001). Le cumul d'immatriculations sur janvier et février 2006 (62 112 immatriculations) est également sensiblement inférieur à la même période en 2005 (62 900 immatriculations).

Cependant, le marché français a poursuivi en 2005 (479 456 immatriculations) sa progression entamée depuis 2003

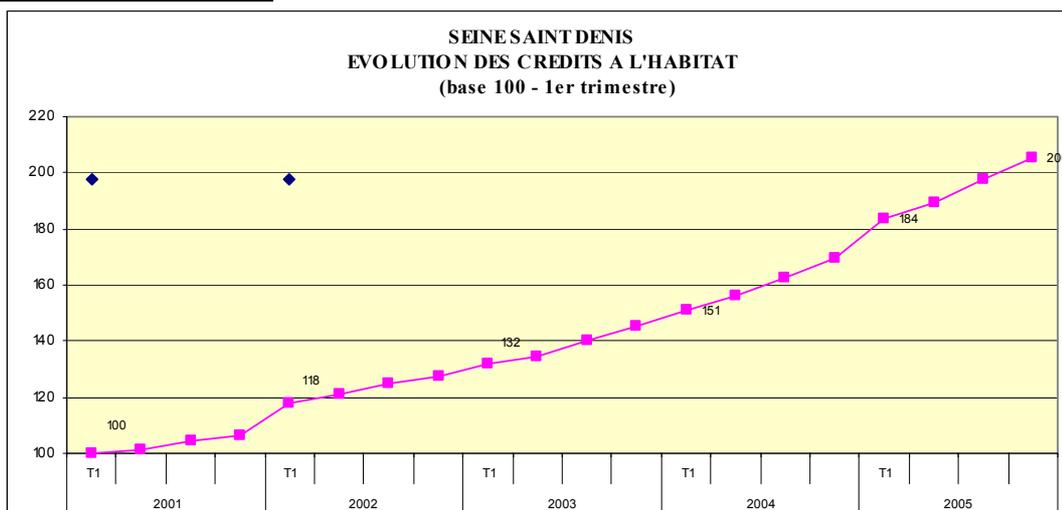
(431 346 en 2003 et 459 205 en 2004) mais n'atteint pas les résultats de 2001 (496 263).

VEHICULES PARTICULIERS en Seine-Saint-Denis



Source : DRE Préfecture 93

Les crédits à l'habitat



Malgré la hausse du prix au m², dans le neuf comme dans le locatif, le niveau des encours des crédits à l'habitat ne cesse de croître, sur un rythme toujours aussi soutenu, et représente une part de plus en plus importante du total des prêts (64% contre 62% l'année précédente).

Ainsi, sur l'année 2005, la hausse s'établit à 21,3% (+16,6% en 2004). Au cours de l'année 2005 la croissance est plus marquée au premier semestre +11,9%, ralentissant quelque peu au second +8,4% seulement. Les premières données connues sur 2006 montrent une tendance toujours à la hausse.

Source : Banque de France

LES MENAGES : l'investissement des ménages (2)

Marché des logements collectifs neufs (promotion privée)

En Seine-Saint-Denis, après un premier semestre 2005 record (1 654 appartements neufs vendus), les ventes ont sensiblement diminué (1 229 ventes au second semestre, soit un recul de 26 %). Comme ailleurs en Ile de France, les fluctuations des ventes restent étroitement corrélées à celles de l'offre nouvelle, également marquée par une baisse au second semestre : 1 270 appartements ont été mis en vente dans le département, soit un recul de 11 % par rapport au premier semestre. Globalement, avec 2 883 appartements vendus dans l'année, la Seine-Saint-Denis dépasse le score de l'année 2004 (2 852 ventes), pour atteindre 15,7 % du marché régional (contre 14,9 % en 2004). La part du marché de la grande couronne continue également de progresser (de 47,4 à 48,5 %), tandis que le marché parisien demeure en deçà de 5 %, que celui des Hauts de Seine continue à se réduire (19,3 %, soit -3 points en un an) et que la part du Val de Marne reste stable à environ 12 %.

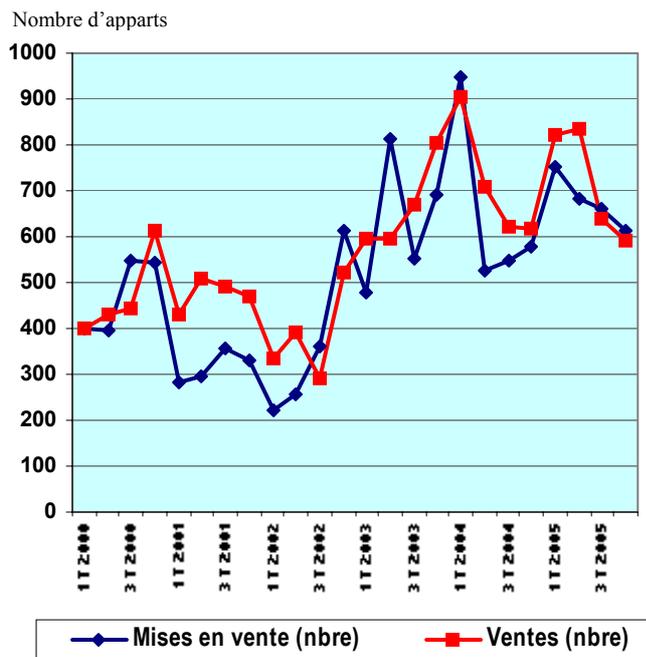
En 2005, une dizaine de communes continuent à réaliser plus de 70 % des ventes du département. Saint-Denis et Saint-Ouen représentent encore à elles deux le tiers des ventes de l'année (963 ventes au total). Si le marché de Noisy-le-Grand continue également à être actif en raison d'une offre soutenue, les ventes d'appartements se sont notablement ralenties sur d'autres territoires comme Bobigny et Neuilly-sur-Marne faute d'offre renouvelée en 2005. En revanche la promotion s'est développée sur d'autres communes telles que Romainville, Pavillons-sous-Bois, le Bourget, Pantin, Stains ou encore Drancy.

Prix de vente moyen des logements collectifs neufs (promotion privée)

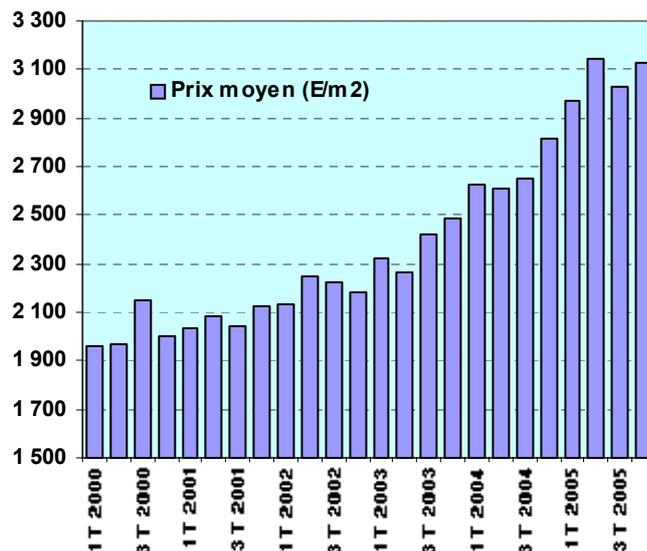
En Seine-Saint-Denis, le prix moyen des appartements neufs vendus semble plafonner depuis le 2^{ème} trimestre 2005 : après avoir même marqué une baisse au 3^{ème} trimestre, il atteignait environ 3 100 €/m² au dernier trimestre (soit -0,4 % sur un semestre). En un an, la hausse aura été de 11 %, contre +15 % en 2004.

Cette situation est assez singulière en Ile de France où les prix de vente des appartements neufs ont partout continué à augmenter au second semestre 2005 (+7 % en moyenne). Ainsi, depuis le 3^{ème} trimestre, les prix moyens séquanodionysiens sont repassés en-dessous de la moyenne des valeurs observées dans les départements de la grande couronne, celle-ci dépassant 3 380 €/m² en fin d'année.

Commercialisation des appartements neufs en Seine-Saint-Denis (données trimestrielles)



Source : ECLN / Direction Régionale de l'Équipement d'Ile-de-France



LES MENAGES : l'investissement des ménages (3)

Le volume de construction des logements neufs

En Seine-Saint-Denis, en 2005, les autorisations de construire de logements enregistrent une diminution de 30% par rapport à l'excellente année 2004 durant laquelle 7 478 logements avaient été autorisés (contre 5 217 en 2005). Cette tendance baissière s'est cependant renversée au 4^{ème} trimestre 2005 avec plus de 1 700 logements autorisés contre à peine 1 200 en moyenne pour les trois premiers trimestres de l'année.

Cette situation se place dans un contexte régional également marqué par la baisse des autorisations de construire (44 724 logements autorisés en 2005, soit un recul de 4,5 % en un an), résultant d'évolutions assez contrastées selon les territoires puisque trois départements continuent à voir leurs autorisations de construire progresser (Paris, le Val de Marne et la Seine-et-Marne). Excepté le Val d'Oise qui a également connu un recul important des autorisations de construire, la baisse se situe ailleurs au niveau de la moyenne en Ile de France. La part régionale de la Seine-Saint-Denis est ainsi tombée en un an de près de 16 % à moins de 12 %.

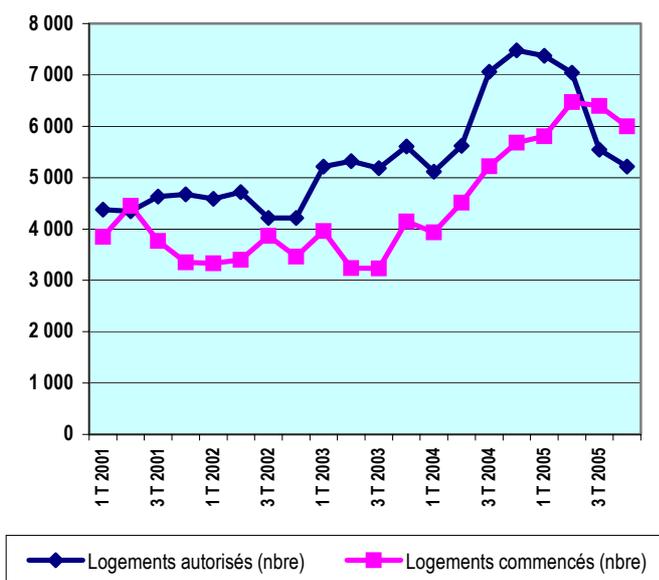
Au sein du département, quatre communes totalisent à elles seules près de 47 % des logements à construire, Saint-Ouen, Noisy-le-Grand, Saint-Denis, et Montreuil, les deux dernières villes enregistrant une baisse sensible (respectivement -29 et -35 %), à la différence des deux premières où la construction progresse très fortement (en particulier Saint-Ouen qui atteint un niveau record avec 820 logements autorisés en 2005).

Sans surprise, les mises en chantier restent à la hausse en 2005 (près de 6 000 logements commencés), même si la progression se révèle nettement plus modérée par rapport aux deux années précédentes (+5,5 %, contre +37 % et + 20 % en 2004 et 2003). Sur l'ensemble de l'Ile de France, la hausse du nombre de mises en chantier a été du même ordre que celle constatée en Seine-Saint-Denis (+4,2 % pour un peu plus de 38 500 logements commencés).

Huit communes du département concentrent près de 60 % des mises en chantier de l'année (Bobigny, Livry-Gargan, Montreuil, Noisy-le-Grand, Pantin, Pavillons-sous-Bois, Saint-Denis et Saint-Ouen), les deux dernières communes, avec respectivement 1 026 et 690 logements commencés dans l'année représentant à elles seules la moitié de la production.

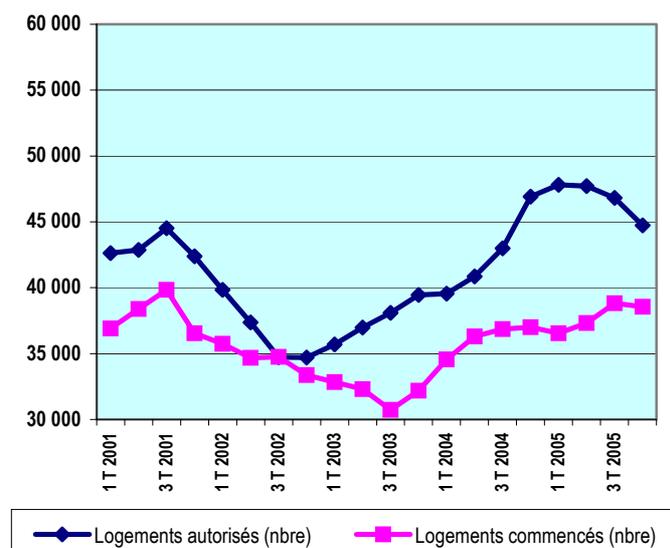
Seine-Saint-Denis

(construction de logements en données cumulées sur 12 mois)



Ile-de-France

(construction de logements en données cumulées sur 12 mois)



Source : SITADEL / Direction Régionale de l'Équipement d'Ile-de-France / DDE 93

LES MENAGES : l'investissement des ménages (4)

Le marché des logements dans l'ancien

Le volume des ventes de logements

En Seine-Saint-Denis, sur les neuf premiers mois de l'année 2005, plus de 13 300 logements "anciens" ont été vendus, volume à peu près stable par rapport à celui des trois premiers trimestres de l'année 2004 (près de 13 600 logements vendus). En 2004, il s'est vendu environ 17 600 logements sur l'ensemble de l'année, soit environ 5 % du parc privé des résidences principales du département. Sur les quatre dernières années observées, la progression du nombre de biens vendus a été peu importante (à peine +2 % par an en moyenne), au profit des appartements qui représentent environ les 2/3 des ventes.

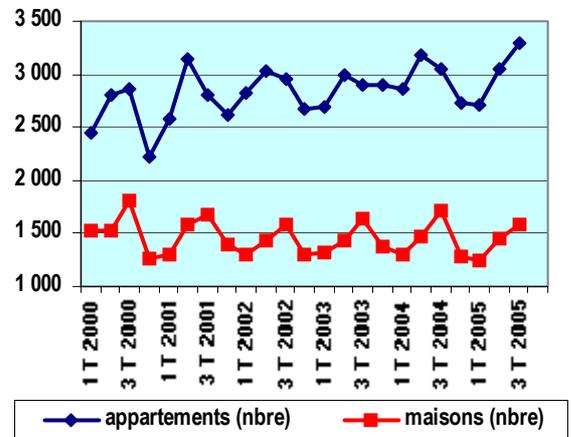
La répartition géographique des transactions en volume et par nature de logements est évidemment fonction de l'importance et de la nature du parc privé des communes du département. Ainsi, au premier semestre 2005, les huit communes immédiatement situées au-delà du périphérique représentent 36 % des ventes d'appartements du département, mais 10 % des maisons.

Prix de vente moyen des logements anciens

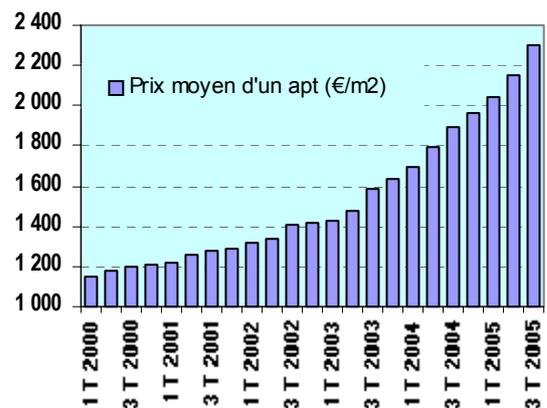
Au troisième trimestre 2005, le prix moyen des appartements anciens vendus se situe à environ 2 300 €/m² et celui d'une maison est à environ 234 000 €. En 2004 les prix moyens des appartements avaient augmenté de 20 % et ceux des maisons de 16 %. Au cours des neuf premiers mois de 2005, la hausse des prix de l'ancien atteint environ 20 % alors que les prix des logements neufs se stabilisent. Les prix les plus élevés se situent dans les communes de l'est parisien (Le Pré-Saint-Gervais, Les Lilas, puis Bagnole, Montreuil) et dans les communes résidentielles du sud-est du département (Le Raincy, Gournay, Neuilly-Plaisance). Les hausses de prix les plus fortes sur cinq ans sont relevées à Saint-Ouen, Aulnay et Montfermeil pour les appartements, aux Lilas, Bagnole et Saint-Ouen pour les maisons (les prix y ont plus que doublé).

Source : CD BIENS / Chambre Régionale des Notaires / DDE 93

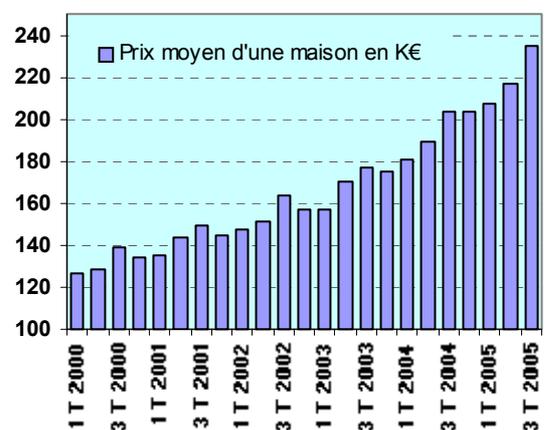
Nombre de ventes, données trimestrielles



Prix de vente moyen des appartements anciens



Prix de vente moyen des maisons anciennes



LA VIE DE L'ENTREPRISE

Préfecture de la Seine-Saint-Denis ● Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis ● Conseil Général de Seine-Saint-Denis ● Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Seine-Saint-Denis ● Tribunal de Commerce ● Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ● URSSAF de Paris- Région Parisienne ● ASSEDIC de l'Est Francilien ● ANPE 93 ● Direction départementale d'Equipement 93 ● Comité Départemental du Tourisme ● Banque de France de Seine-Saint-Denis ● Trésorerie Générale 93 ● Direction départementale des Services Fiscaux ● Direction régionale des Douanes de Paris-Est ● Comité d'Expansion économique de Seine-Saint-Denis

LA VIE DE L'ENTREPRISE : Démographie d'entreprise (1)

Evolution des enregistrements au registre des Commerces et des Sociétés pour la période année 2003, année 2004, année 2005 et 1^{er} trimestre 2006

Analyse à fin 2005

Augmentation tout à fait régulière des immatriculations et notamment des personnes morales.

Très forte augmentation des radiations, et avec effet moindre, des modifications : il s'agit là d'une régularisation, sur les 15 derniers mois, du fichier du registre du commerce et des sociétés, pour des entreprises qui ont disparu du ressort, ce qui impliquera sur 2006, une inévitable augmentation des liquidations judiciaires ;

			Année 2003	Année 2004	Année 2005	Au 31 mars 2006
Immatriculations	A	Pers. Physiques	1 636	1 668	1 532	379
	B	Pers. Morales	5 665	6 404	6 835	2 081
	C	G.I.E	17	18	16	4
	D	S.C.I	1 469	1 544	1 499	354
Total			8 787	9 634	9 882	2 818
Modifications			13 288	13 727	14 805	4 852
Radiations			7 338	6 477	10 332	2 149
Comptes annuels			18 874	16 727	17 663	1 931

Source : Greffe du Tribunal de Commerce de Bobigny

LA VIE DE L'ENTREPRISE : Démographie d'entreprise (1)

Evolution des enregistrements au Centre de Formalités des Entreprises

Au cours du second semestre 2005, 2 974 formalités ont été enregistrées contre 3 817 pendant la même période de 2004, soit une diminution de 22,1%.

Parmi ces 2 974 formalités, on compte 1 242 immatriculations au 31 décembre 2005 pour 1 123 au 31 décembre 2004, ce qui représente une hausse de 10,6 %.

La tendance des porteurs de projet à se diriger vers une forme sociale plutôt que vers l'entreprise individuelle se confirme : elle concerne 65 % des demandes d'immatriculation traitées.

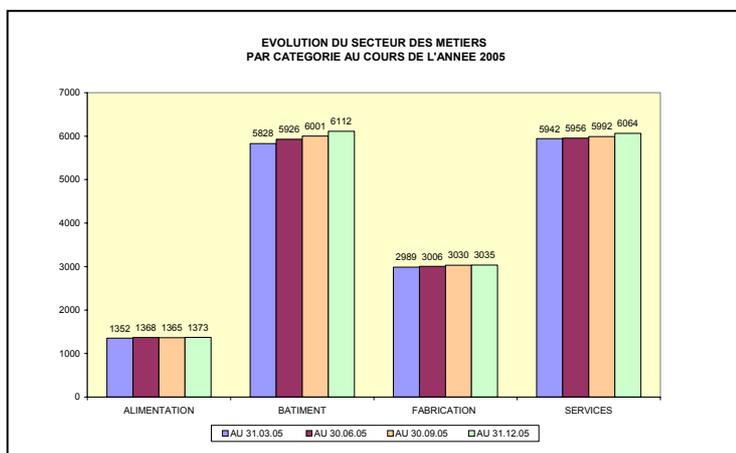
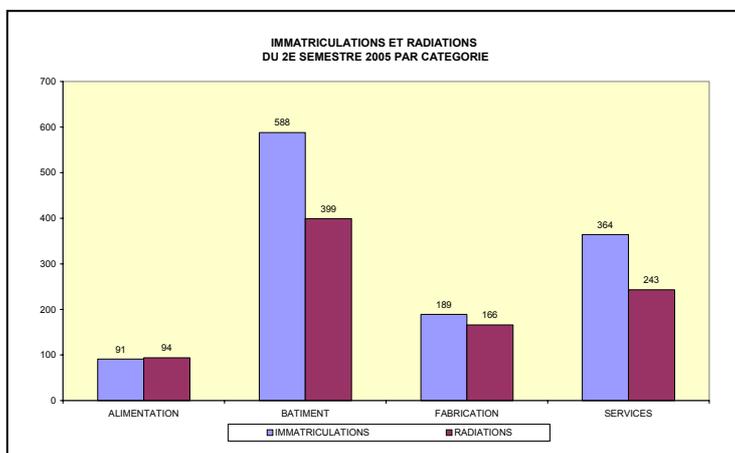
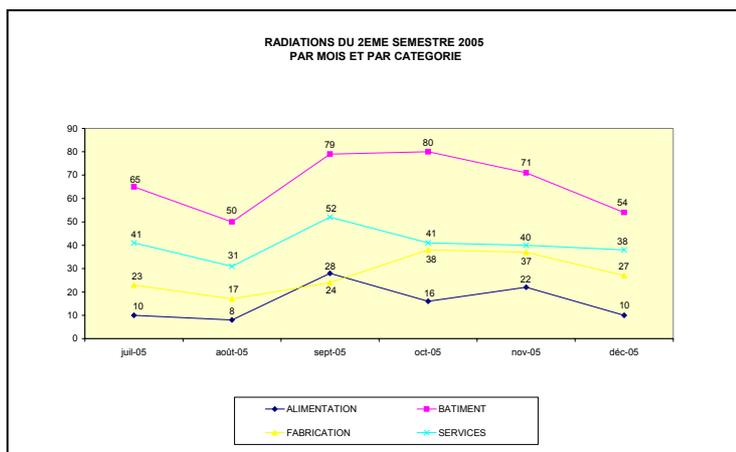
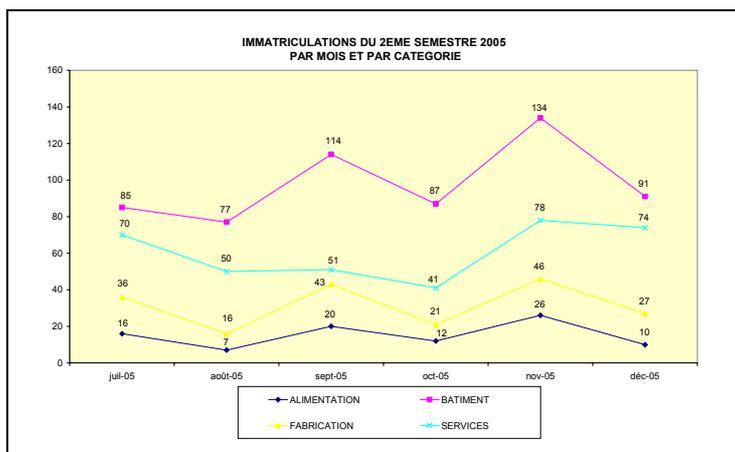
Dans le même temps, le nombre des radiations a, lui, diminué dans une proportion très importante (-53.3 %), de sorte que le solde des mouvements est positif.

Evolution du nombre d'entreprises artisanales par secteur d'activité

Les chiffres communiqués sur les trois premiers graphiques ci-dessous sont issus des mouvements enregistrés au Répertoire des Métiers. La répartition a été faite par code d'activité selon la nomenclature de l'INSEE (NAFA) en fonction de la nouvelle répartition en quatre catégories.

Les chiffres du quatrième graphique s'analysent comme suit : il s'agit de l'état du fichier depuis sa création, arrêté à chaque fin de trimestre de l'année 2005.

L'étude du Répertoire des Métiers par secteur d'activité montre que le nombre d'entreprises est en progression dans chacune des quatre catégories.



LA VIE DE L'ENTREPRISE : Activité des entreprises (1)

L'évolution des carnets de commandes et des stocks dans l'industrie
(octobre 2005 – mars 2006)

Depuis maintenant un an, les industriels de Seine-Saint-Denis ont globalement mis à profit leur faculté d'utiliser de manière plus intense que précédemment leur outil productif.

Dans l'ensemble, le rythme de rentrée des commandes s'est plutôt accéléré depuis 6 mois.

Toutefois, les différentes filières de ce secteur se sont comportées différemment avec un bon dynamisme de la demande de biens intermédiaires et de biens d'équipement, mais un repli marqué et régulier des industriels de biens de consommation, filière toujours pénalisée par le secteur de l'imprimerie.

Les carnets de commandes, plutôt bien orientés au dernier trimestre 2005, ont permis aux industriels de reconstituer des stocks à des niveaux jugés élevés afin de satisfaire aux commandes de fin d'année.

La réactivité à la prise de commande ferme étant de plus en plus exigée par les clients, les industriels ont été contraints peut-être plus que de coutume d'anticiper les commandes fermes et se constituant des stocks – tampon, ce qui a accentué le gonflement des stocks jusqu'à fin décembre.

Mais par la suite, l'influence des secteurs de l'industrie agro alimentaire et des biens de consommation, qui ont déstocké massivement à compter de mi-décembre à l'approche des fêtes de fin d'année, n'a pas été compensée cette fois-ci par les fabricants de biens d'équipement et de biens intermédiaires.

Ce déstockage conséquent, suite aux ventes massives de fin d'année et aux soldes pour les biens de consommation, couplé à une bonne tenue des carnets de commandes, a permis une reconstitution progressive des stocks depuis mi-janvier.

Bien qu'optimistes à fin mars, les prévisions restent toutefois prudentes pour les prochains mois. Seul le secteur de l'imprimerie anticipe réellement une nouvelle dégradation de la situation au 2^e trimestre.

Source : Banque de France / Industrie

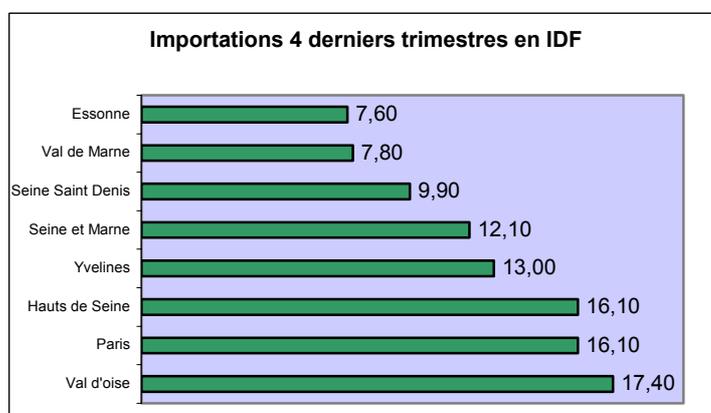
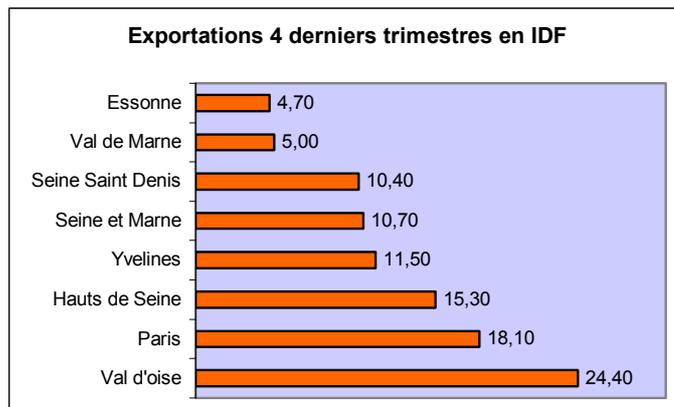
LA VIE DE L'ENTREPRISE : Activité des entreprises (1)

Le commerce extérieur en Seine-Saint-Denis (année 2005)

Approche globale

Les exportations de la Seine-Saint-Denis représentent en 2005, 10,40% des exportations de la région Ile-de-France, soit une baisse de 0,30% par rapport à l'année précédente.

Les importations de la Seine-Saint-Denis pour la même période représentent 9,90% de l'Ile-de-France, soit une hausse de 0,80%



Approche sectorielle

A l'importation, les secteurs des « équipements professionnels » et des « biens intermédiaires » subissent en 2005 un fléchissement par rapport à 2004 (respectivement -4,35% et -9,37%) alors que les biens de consommation remontent légèrement (+3%).

A noter une forte augmentation (+26,24%) des importations des « produits agricoles et sylvicoles », même si le secteur n'est pas le plus représentatif de la Seine-Saint-Denis

Importations par secteur en Milliers d'euros	2003	2004	2005
Pdts agric, sylv et piscicoles	50 992	55 566	70 146
Pdts des ind. agric et aliment.	563 042	517 485	478 030
B. de consommation	2 327 070	2 125 907	2 189 665
Pdts de l'industrie automobile	227 041	223 771	201 264
Equip. Professionnel	2 485 403	2 591 422	2 478 680
B. intermédiaires	2 421 122	2 465 709	2 234 764
Divers	95 691	69 013	75 888
Combustibles et carburants	11 500	11 759	10 966
Electricité, gaz et chaleur	9	185	9

A l'exportation, le secteur porteur reste les « produits de l'industrie automobile » avec une hausse de 23,51%, ainsi qu'une percée du secteur agricole qui réalise une augmentation de 32,85%

Exportations par secteur en Milliers d'euros	2 003	2 004	2 005
Pdts agric, sylv et piscicoles	14 634	16 225	21 555
Pdts des indust. agric et aliment	38 903	28 450	31 062
B. de consommation	1 573 750	1 547 572	1 573 018
Pdts de l'ind. Automobile	984 591	2 537 549	3 134 100
Equip. professionnel	880 692	913 020	991 372
B. intermédiaires	1 179 928	1 078 594	1 001 361
Divers	48 263	52 950	65 274
Combust. et carburants	5 944	4 981	4 136
Electricité, gaz et chaleur	2 128	0	0

LA VIE DE L'ENTREPRISE : Activité des entreprises (1)

Le commerce extérieur en Seine-Saint-Denis (année 2005)

Approche géographique

Comme en 2004, le principal partenaire du Commerce Extérieur de la Seine-Saint-Denis reste l'Union Européenne avec 71,48% des exportations et 60,82% des importations.

A l'exportation, les principaux partenaires (hors Union Européenne) restent les Etats-Unis et le Japon. On observe toutefois pour ces deux pays une diminution des exportations : -4,03% pour les Etats-Unis et -4,76% pour le Japon.

Afin de mieux cibler les produits porteurs de la Seine Saint-Denis, une étude des principaux produits exportés a été faite en ce qui concerne les Etats-Unis : elle montre une forte demande de produits finis tels que : la maroquinerie, les meubles, et certains produits de haute technologie comme des produits de l'aéronautique et du spatiale.

Concernant les pays de l'Union Européenne, l'Espagne (+61,71%) et l'Italie (+2,79%) confirment leur position de leaders devant la Belgique (+37%), le Royaume-Uni (-29,86%) et l'Allemagne (-10,57%).

A l'importation, de même que l'an dernier, l'Allemagne reste notre principal fournisseur, même si une légère chute est observée : -6,73%. La Chine conforte sa deuxième position avec une augmentation de 26,63%. On note également pour la deuxième année consécutive une baisse des achats en provenance du Royaume-Uni (-26,83% en 2005).

De la même manière que pour les exportations, une étude des principaux produits chinois importés a été réalisée pour l'année 2005 : On constate que les articles d'habillement, les appareils vidéo/hi-fi, la maroquinerie ainsi que le matériel informatique sont les plus demandés.

Commerce Extérieur Source : Douanes

Les statistiques s'entendent département de départ ou de destination des marchandises

Principaux pays à l'exportation sur 3 ans

Pays	2003	2004	2005
Espagne (yc Iles Canaries)	299 326	826 278	1 336 187
Italie	270 277	801 433	823 773
Belgique	231 775	389 171	533 180
Royaume-Uni	902 685	714 614	501 195
Allemagne	513 535	521 080	465 984
EUAN	325 035	305 532	293 221
Pays-Bas	213 634	274 579	249 477
Japon	198 057	206 204	196 384
Portugal	64 033	140 126	193 024
Suède	28 095	102 337	144 148

Principaux produits exportés vers les EUAN en 2005

Cuirs, articles de voyage, chaussures	58389
Produits divers	40759
Meubles	31323
Pdts de la construction aéronautique et spatiale	30833
Articles d'habillement et fourrures	22866
Matériel électrique	21162
Produits de la parachimie	8241
Produits céramiques et matériaux de construction	7246
Machines d'usage général	6633
Produits de la chimie organique	6514

Principaux pays à l'importation sur 3 ans

Pays	2003	2004	2005
Allemagne	1 769 702	1 654 315	1 542 975
Chine	670 322	837 062	1 059 983
Italie	784 753	656 116	584 654
Pays-Bas	614 947	513 959	495 822
EUAN	503 562	572 739	488 000
Belgique	342 855	354 683	328 486
Japon	295 875	278 089	298 642
Royaume-Uni	435 333	387 162	283 280
Espagne (yc Iles Canaries)	292 908	317 906	281 531
Turquie	184 626	218 465	254 778

Principaux produits importés de Chine en 2005

Articles d'habillement et fourrures	268930
Appareils de récep. enreg. reproduction (son, image)	98823
Cuirs, articles de voyage, chaussures	97186
Machines de bur. et matériel informatique	91966
Etoffes et articles à maille	64445
Articles de sport, jeux et produits divers	61268
Appareils d'émission et de transmission du son et de l'image	53365
Matériel optique, photographique et d'horlogerie	47416
Matériel électrique	33202
Articles et produits textiles	32374

LA VIE DE L'ENTREPRISE : Activité des entreprises (2)

La Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en Seine-Saint-Denis (cf note méthodologique page 37)

Chiffres d'affaires

Les données relatives au chiffre d'affaires sont celles que les entreprises portent sur les différentes déclarations fiscales qu'elles sont tenues de déposer. Ce sont les secteurs du commerce de gros (31%), des transports (17%) et des services aux entreprises (11%) qui génèrent le plus de chiffre d'affaires sur l'année 2005.

Année	Chiffre d'affaires	Évolution
2002	97 055 084 190 €	
2003	97 919 727 880 €	0.9%
2004	101 417 233 328 €	3.6%
2005	108 141 511 823 €	6.6%
28 février 2006	19 679 951 449 € (18 484 845 814 au 28 février 2005)	6.5%

La TVA Brute totale

Il s'agit des montants de TVA résultant de l'application des différents taux légaux de TVA applicables en France. Les taux les plus couramment appliqués sont 19.6% (taux normal applicable à toutes les activités pour lesquelles la loi n'a pas fixé un autre taux) et 5.5 % (taux réduit applicable aux produits destinés à l'alimentation humaine de base hors produits dits de luxe, ventes à emporter d'aliments, produits destinés à l'alimentation animale et produits non transformés issus de l'agriculture de la pêche prestations de services effectuées dans le domaine agricole).

Année	TVA brute	Évolution
2002	13 817 432 235 €	
2003	14 115 310 027 €	2.2 %
2004	14 665 505 785 €	3.9 %
2005	15 249 624 808 €	4.0 %
28 février 2006	2 885 254 018 € (2 701 678 737 € au 28 février 2005)	6.8 %

En montant de TVA brute, ce sont toujours les 3 mêmes secteurs d'activités qui arrivent en tête : le commerce de gros (de l'ordre de 33%, selon les années), les services aux entreprises (15%) puis le commerce de détail (7%).

La TVA déductible sur immobilisation

Par principe, la taxe qui a grevé les éléments du prix de revient d'une opération imposable est déductible de la taxe applicable à cette opération.

L'exercice de ce droit à déduction s'opère, notamment, sur des biens constituant des immobilisations pour l'entreprise c'est à dire en termes généraux des investissements. Il s'agit de biens de toute nature qui sont acquis ou créés par l'entreprise non pour être vendus ou transformés mais pour être utilisés d'une manière durable comme instruments de travail ou moyens d'exploitation.

Année	TVA déductible sur immobilisations	Évolution
2002	892 095 539 €	
2003	1 078 208 507 €	20.9%
2004	978 726 042 €	-8.8%
2005	905 165 724 €	-9.2%
28 février 2006	160 352 905 € (150 544 760 € au 28 février 2005)	6.5%

La TVA nette due

Il s'agit du montant de TVA due calculé à partir des données déclarées par les entreprises. Les sommes effectivement encaissées sont d'un montant inférieur à celui déclaré dans la mesure où certaines entreprises ne versent pas au Trésor public la TVA due du fait de la conjoncture ou du comportement des dirigeants. En conséquence, l'encaissement sera différé et ne sera plus considéré comme reflétant le paiement spontané de la TVA mais comme le résultat de l'action en recouvrement du service des impôts.

De plus, il convient de noter que le montant dû ou payé de TVA est fortement impacté par les investissements et les exportations réalisés par les entreprises les plus importantes. Environ 60% des recettes de TVA proviennent, traditionnellement, de 3 secteurs d'activité : le commerce de gros (de l'ordre de 33%), les services aux entreprises (17%) et les activités financières (10%).

Année	TVA nette due	Évolution
2002	4 155 174 406 €	
2003	4 264 400 927 €	2.6%
2004	4 457 932 428 €	4.5%
2005	4 720 824 039 €	5.9%
28 février 2006	893 208 961 € (831 029 247 € au 28 février 2005)	7.5%

LA VIE DE L'ENTREPRISE : Activité des entreprises (2)

La Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en Seine-Saint-Denis (Suite)

Données globales : Seine-Saint-Denis

SYNTHESE. En milliards d'Euros

	Chiffre d'affaires	TVA Brute (application des taux de TVA)	TVA déductible sur immobilisations	TVA nette due
2002	97.05	13.81	0.89	4.15
2003	97.92	14.11	1.08	4.26
2004	101.42	14.67	0.98	4.46
2005	108.14	15.25	0.90	4.72
1^{er} bimestre 2006	19.68	2.88	0.16	0.89

Données globales : Ile-de-France

En milliards d'Euro

Année	Chiffre d'affaires	TVA Brute (application des taux de TVA)	TVA déductible sur immobilisations	TVA nette due
2005	1777.87	244.45	16.70	70.38
1^{er} bimestre 2006	334.98	46.38	4.29	13.23

Nota : les entreprises ou groupes dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 400 millions d'euros versent leur TVA à la « Direction des grandes entreprises ».

Pour les autres, c'est à la Direction des services fiscaux territorialement compétente qu'il y a lieu de payer la TVA.

A ce titre, les recettes effectivement perçues par la DSF de Seine-Saint-Denis s'élèvent à :

En milliards d'Euros

2002	2003	2004	2005	1^{er} bimestre 2006
3,26	2,94	2,89	3	0.51

Source : Direction des Services Fiscaux Seine-Saint-Denis

LA VIE DE L'ENTREPRISE : Niveau de l'investissement (2)

Construction des locaux d'activités

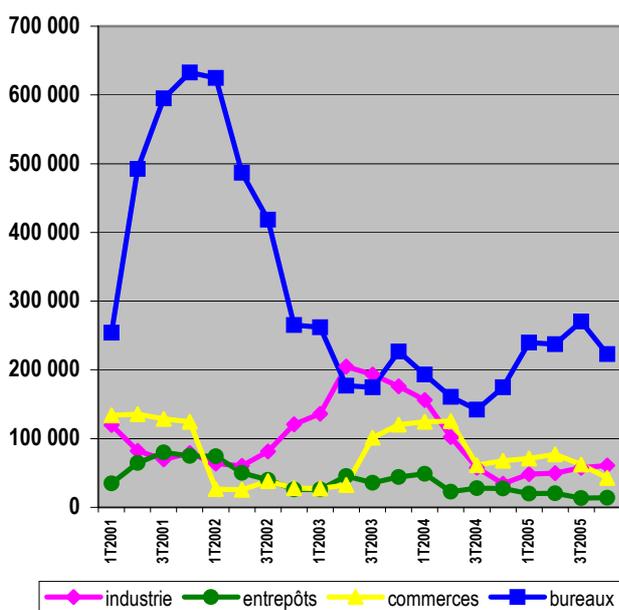
En Seine-Saint-Denis, au second semestre 2005, un peu plus de 187 000 m² de locaux destinés aux entreprises (bureaux, locaux industriels, entrepôts et locaux commerciaux) ont été autorisés à la construction, soit une progression de l'ordre de 20 % par rapport au premier semestre, ce qui porte à environ 340 000 m² le total des autorisations de construire de locaux de l'année 2005. La Seine-Saint-Denis maintient son positionnement en Ile de France, avec 12 % des projets autorisés sur la région (contre 11 % en 2004).

Mais c'est avant tout la promotion tertiaire qui continue à dominer largement l'activité de la construction au sein de la zone centrale de l'agglomération, la tendance s'étant encore accentuée au second semestre 2005. En Seine-saint-Denis, les 140 000 m² de bureaux autorisés (soit un peu plus de 21 % des projets tertiaires en Ile de France) représentent 75 % des autorisations de construire de locaux du département, situation analogue à celle observée dans les Hauts de Seine qui ont autorisé 215 000 m² de bureaux, soit 32 % des projets tertiaires franciliens du semestre. En grande couronne, où l'on a autorisé 230 000 m² de bureaux au second semestre, les opérations tertiaires ne représentent qu'1/5 de l'ensemble des projets de construction de locaux, constitués pour près de 40 % de locaux de stockage, en forte progression.

En Seine-Saint-Denis, une petite dizaine de projets de bureaux de 10 000 à 40 000 m², localisés sur cinq communes du département (Bobigny, Montreuil, Noisy-le-Grand, Pantin et Saint-Denis), représentent à eux seuls les 3/4 de l'offre nouvelle tertiaire du territoire en 2005. L'offre de locaux industriels, d'entrepôts et de locaux commerciaux, beaucoup plus diffuse, atteint globalement près de 120 000 m² sur l'ensemble de l'année 2005 (contre 130 000 m² en 2004) et ne représente que 7 % de l'offre régionale. Les locaux industriels (61 000 m²) constituent la moitié de l'offre et les locaux commerciaux un peu plus du tiers. Peu de projets d'entrepôts ont vu le jour en 2005 (à peine 15 000 m² sur l'ensemble de l'année).

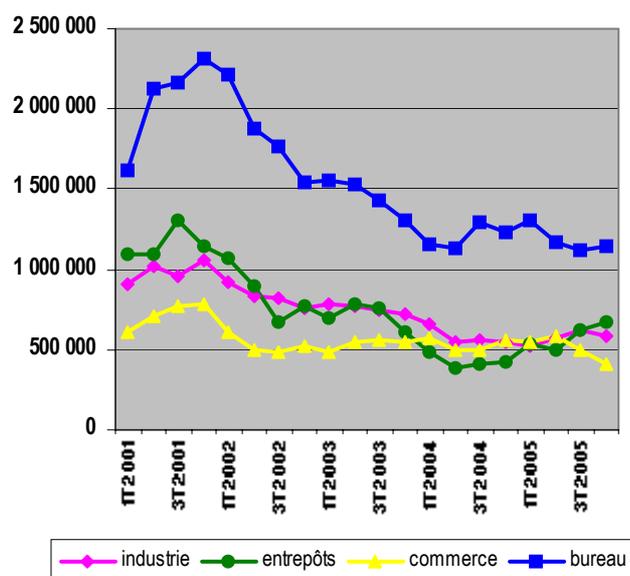
Construction de locaux d'activités en Seine-Saint-Denis

Surfaces autorisées en données cumulées sur 12 mois



Construction de locaux d'activités en Ile-de-France

Surfaces autorisées en données cumulées sur 12 mois



LA VIE DE L'ENTREPRISE : Niveau de l'investissement (2)

Volume des transactions immobilières en m² par type de biens et par communes en Seine-Saint-Denis en 2005

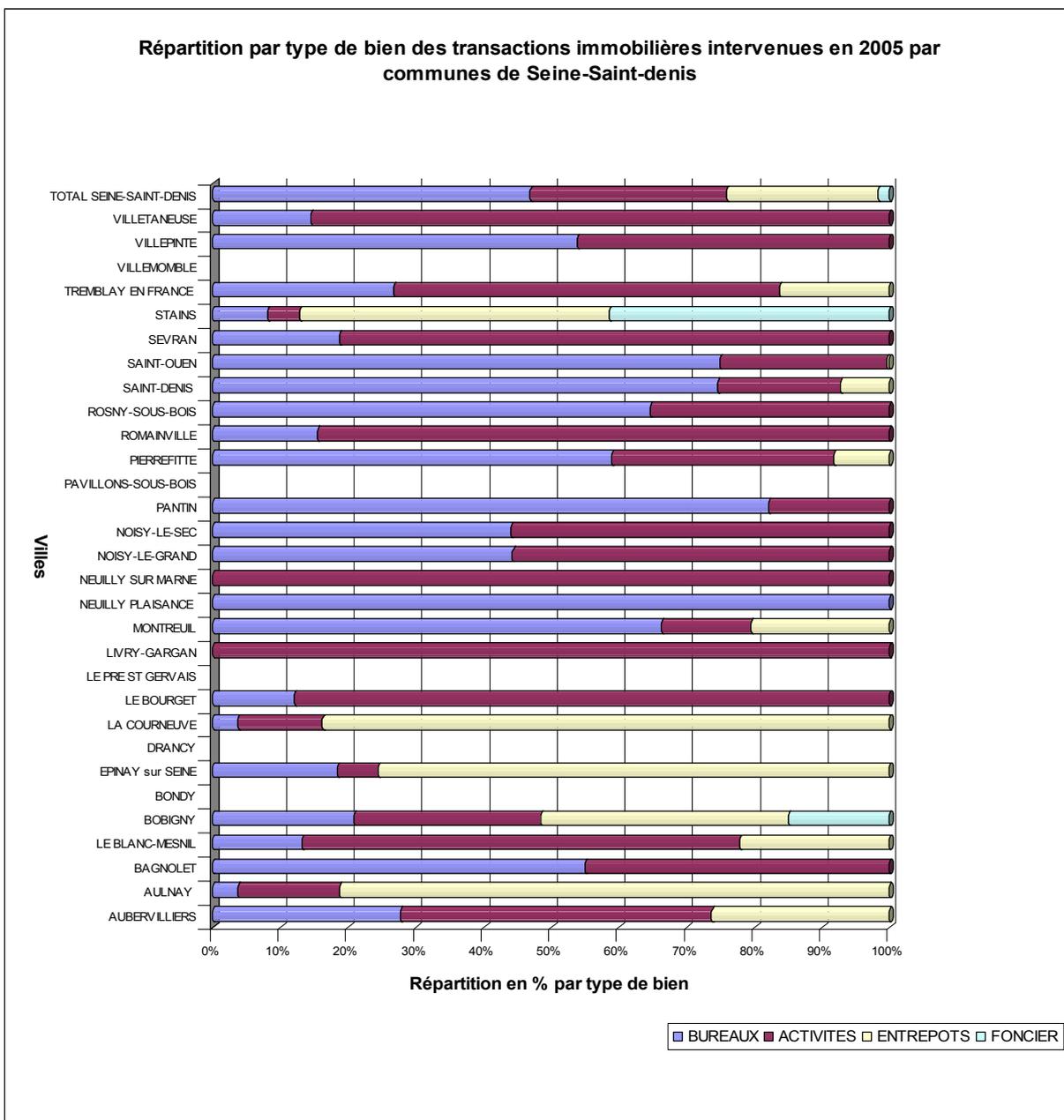
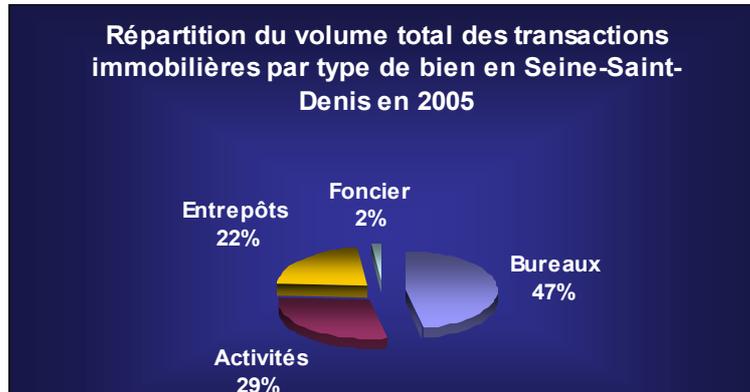
Définition du type de données

Volume des transactions de biens d'immobilier d'entreprise, à l'acquisition ou à la location, intervenue sur la Seine-Saint-Denis dont le cédant et le preneur sont **identifiés par le Comex93**, en m², par type de bien, par communes.

VILLES	BUREAUX	ACTIVITES	ENTREPOTS	FONCIER
AUBERVILLIERS	4 711	7 762	4 436	
AULNAY	2 506	9 916	53 360	
BAGNOLET	3 274	2 678		
LE BLANC-MESNIL	1 991	9 660	3 295	
BOBIGNY	2 776	3 635	4 825	1 970
BONDY				
EPINAY sur SEINE	837	274	3 415	
DRANCY				
LA COURNEUVE	589	1 891	12 747	
LE BOURGET	235	1 704		
LE PRE ST GERVAIS				
LIVRY-GARGAN		440		
MONTREUIL	17 899	3 604	5 500	
NEUILLY PLAISANCE	985			
NEUILLY SUR MARNE		965		
NOISY-LE-GRAND	14 839	18 602		
NOISY-LE-SEC	1 534	1 940		
PANTIN	49 515	10 753		
PAVILLONS-SOUS-BOIS				
PIERREFITTE	720	400	100	
ROMAINVILLE	740	4 000		
ROSNY-SOUS-BOIS	5 245	2 870		
SAINT-DENIS	64 538	15 637	6 220	
SAINT-OUEN	30 647	10 089	153	
SEVRAN	466	2 000		
STAINS	1 166	680	6 472	5 859
TREMBLAY EN FRANCE	8 649	18 425	5 253	
VILLEMOMBLE				
VILLEPINTE	7 828	6 671		
VILLETANEUSE	392	2 297		
TOTAL SEINE-SAINT-DENIS	222 082	136 893	105 776	7 829

Source : COMEX93

LA VIE DE L'ENTREPRISE : Niveau de l'investissement (2)



Source : COMEX93

LA VIE DE L'ENTREPRISE : Niveau de l'investissement (2)

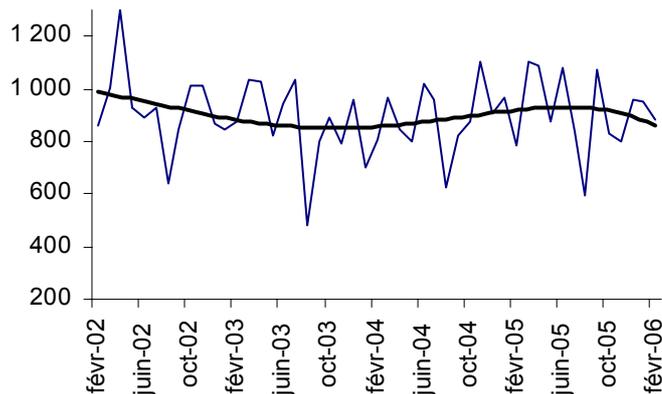
Véhicules utilitaires

(données disponibles jusqu'à février 2006)

En 2005 avec 10 984 immatriculations, le marché séquano-dyonisien des véhicules utilitaires neufs a cessé la chute engagée depuis 2001 pour progresser de + 5,2 % par rapport à 2004 (10 437 immatriculations) sans pour autant atteindre les résultats de 2000 (12 937 immatriculations). Cette tendance semble se poursuivre sur les deux premiers mois de l'année 2006 avec un cumul de 1 832 immatriculations, dépassant ainsi les résultats des 4 années précédentes sur la même période sans toutefois atteindre les chiffres de 2001 (2 358 immatriculations).

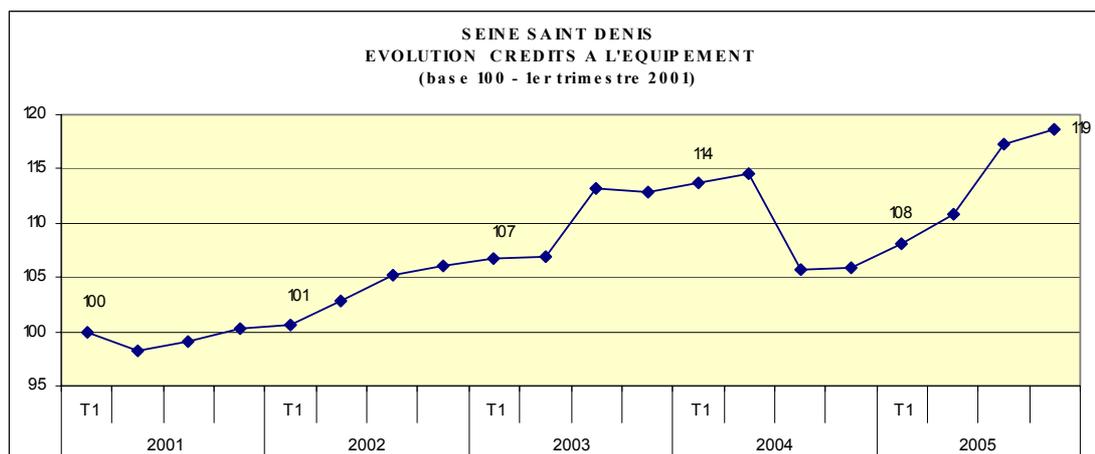
Cette tendance est également constatée au niveau national avec une progression légèrement inférieure (+ 4,4 %) à celle de la Seine-Saint-Denis. L'Ile-de-France paraît suivre le même chemin mais cette progression apparaît en dents de scie depuis 2003. Le cumul d'immatriculations sur janvier et février 2006 est supérieur à la même période en 2005 pour l'Ile-de-France (14 244 en 2006 contre 13 615 en 2005) et la France (81 852 en 2006 contre 78 182 en 2005) sans pour autant atteindre les chiffres de 2001.

VEHICULES UTILITAIRES en Seine-Saint-Denis



Source : Préfecture 93 / Direction régionale de l'Équipement

Évolution des crédits à l'Équipement



La nette reprise constatée depuis le début de l'année s'est confirmée pour atteindre un volume en hausse de 12% en glissement annuel et qui retrouve et dépasse de 3,6% le niveau haut atteint au second trimestre 2004.

Source : Banque de France

LES SERVICES

Préfecture de la Seine-Saint-Denis ● Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis ● Conseil Général de Seine-Saint-Denis ● Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Seine-Saint-Denis ● Tribunal de Commerce ● Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ● URSSAF de Paris- Région Parisienne ● ASSEDIC de l'Est Francilien ● ANPE 93 ● Direction départementale d'Equipement 93 ● Comité Départemental du Tourisme ● Banque de France de Seine-Saint-Denis ● Trésorerie Générale 93 ● Direction départementale des Services Fiscaux ● Direction régionale des Douanes de Paris-Est ● Comité d'Expansion économique de Seine-Saint-Denis

LES SERVICES : L'hôtellerie

L'hôtellerie du territoire a connu une réelle reprise d'activité en 2005 comme sur l'ensemble de l'Ile-de-France. Les tendances sont assez proches sur les deux semestres de l'année. Grâce à des taux d'occupation en hausse dans toutes les catégories et malgré un prix moyen par chambre revu à la baisse pour les établissements haut de gamme de la plate forme aéroportuaire CDG, les revenus moyens par chambre repartent à la hausse et retrouvent leur niveau de 2003.

Les taux d'occupation ont varié de la façon suivante :

+ 2.5 pts (de 79.1 à 81.6) pour l'hôtellerie super économique

+ 0.6 pts (de 71.4 à 72) pour l'hôtellerie économique

+ 0.5 pts (de 66.9 à 67.4) pour l'hôtellerie de moyenne gamme

+ 4.3 pts (de 59.1 à 63.4) pour l'hôtellerie haut de gamme.

Il est à noter que l'hôtellerie super économique dont le taux d'occupation avait été le seul à baisser en 2004, retrouve un niveau quasi identique à celui de 2003.

Les établissements haut de gamme de la plate forme de Roissy, avec un rebond de fréquentation + 4.3 points, comblent en partie leur écart avec la moyenne régionale évaluée par le comité régional du tourisme à 67 %.

Les prix ont connu une hausse très modérée pour les trois premières catégories d'établissements. Ainsi le prix moyen par chambre est passé de :

37 à 38 € pour l'hôtellerie super économique

de 57 à 58 € pour l'hôtellerie économique

de 69 à 71 € pour l'hôtellerie de moyenne gamme

Les hôtels haut de gamme ont poursuivi leur orientation à la baisse du prix moyen par chambre, passant de 117 à 113 €.

Le résultat de l'activité hôtelière fait apparaître un revenu moyen par chambre en hausse en 2005 par rapport à l'année précédente pour l'ensemble des catégories.

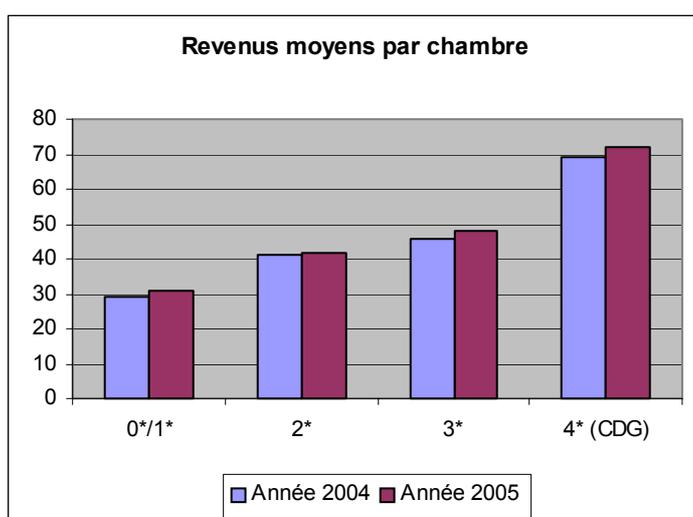
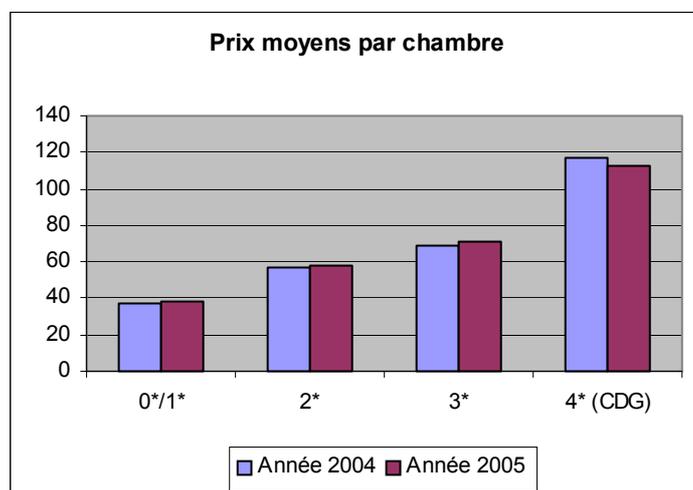
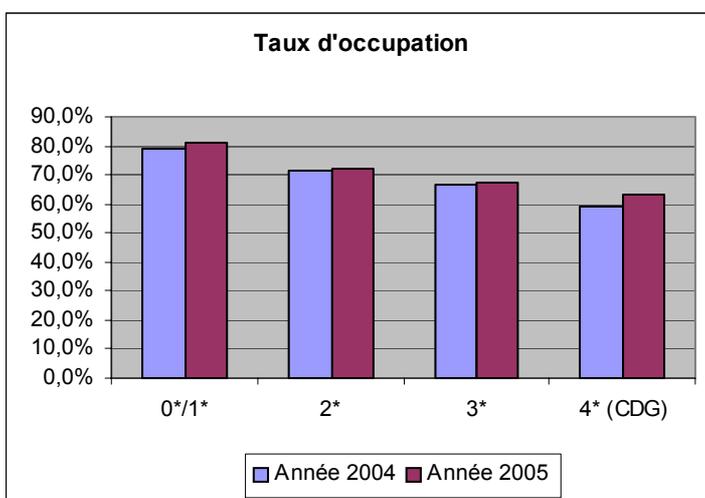
Il passe :

- de 29 à 31 € (+ 6.9%) pour l'hôtellerie super économique.

- de 41 à 42 € (+ 2.4 %) pour l'hôtellerie économique.

- de 46 à 48 € (+4.3 %) pour l'hôtellerie de moyenne gamme.

- de 69 à 72 € (+ 4.3 %) pour l'hôtellerie haut de gamme.



Source : Comité départemental du Tourisme 93

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE

DANS LES TRANSPORTS ROUTIERS

EN SEINE-SAINT-DENIS

Octobre 2005 – Mars 2006

Le secteur du transport routier, bien que toujours marqué par des difficultés sérieuses liées au coût du carburant, et à une concurrence étrangère de plus en plus vive, a toutefois fait état d'un certain dynamisme en terme de prises de commandes au cours du dernier semestre.

L'approche des fêtes de fin d'année a permis, au cours du quatrième trimestre 2005, de dynamiser les échanges commerciaux.

Les transporteurs ont pu bénéficier d'un regain de commandes dès la deuxième quinzaine du mois d'octobre, qui s'est confirmé en novembre et au début du mois de décembre. Cette bonne tendance a été notamment marquée par une demande en progression de contrats à l'international, et ce dynamisme se ressent encore aujourd'hui sur ce type de transport.

Dès la fin du mois de novembre, et en grande partie pour raison saisonnière, les échanges commerciaux ont connu un repli dans l'ensemble des secteurs - clientèle concernés (négoce, industrie et BTP), ce repli s'étant manifesté jusqu'à la fin du mois de janvier. En effet, dès début décembre, les stocks étaient conformes aux attentes des acteurs économiques, à un niveau élevé, en vue de faire face à la demande liée aux fêtes de fin d'année. Et en janvier, le déstockage s'est poursuivi, notamment avec les soldes dans le commerce de détail.

Par la suite, les échanges commerciaux se sont à nouveau développés dans l'ensemble des secteurs, même si le bâtiment et le transport international ont plus particulièrement été concernés par cette reprise.

Les difficultés de recrutement de chauffeurs sont toujours de mise, et l'intérim ou encore les contrats à durée déterminée permettent de pallier à ce manque de main d'oeuvre, mais cette pratique génère des coûts élevés.

Par conséquent les marges, déjà fortement mises à mal par la hausse du prix du carburant, s'en trouvent encore amoindries, même si les prix de facturation peuvent être ajustés à la hausse, dans certains cas seulement.

Quant aux prévisions d'activité, elles restent favorablement orientées même si la visibilité se limite souvent à seulement trois ou quatre mois. L'international et le secteur du BTP devraient toujours être les moteurs de cette croissance attendue.

Source : Banque de France

INDICATEURS D'ATTRACTIVITE

Préfecture de la Seine-Saint-Denis ● Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis ● Conseil Général de Seine-Saint-Denis ● Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Seine-Saint-Denis ● Tribunal de Commerce ● Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ● URSSAF de Paris- Région Parisienne ● ASSEDIC de l'Est Francilien ● ANPE 93 ● Direction départementale d'Equipement 93 ● Comité Départemental du Tourisme ● Banque de France de Seine-Saint-Denis ● Trésorerie Générale 93 ● Direction départementale des Services Fiscaux ● Direction régionale des Douanes de Paris-Est ● Comité d'Expansion économique de Seine-Saint-Denis

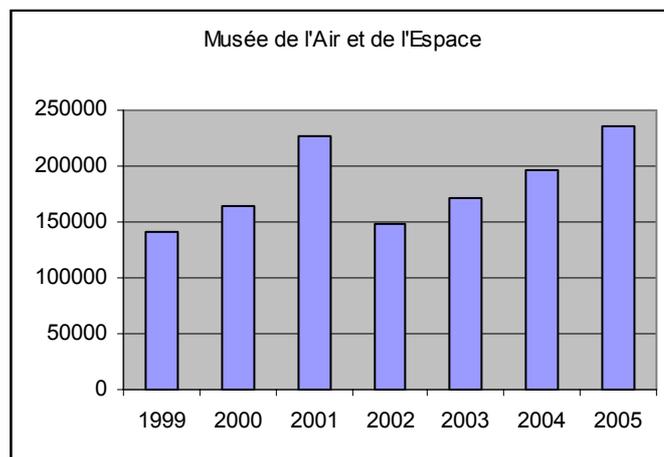
Indicateurs d'attractivité

Les principaux sites touristiques d'agrément du département ont connu en 2005 une fréquentation de bon niveau confortant les résultats obtenus en 2004, en particulier pour le Musée de l'Air et de l'Espace du Bourget et dans une moindre mesure pour le Stade de France. La Basilique de Saint-Denis, après une année exceptionnelle en 2004 avec le succès de l'exposition temporaire *Basilique secrète*, reste au dessus de 140 000 visiteurs en 2005. Ces résultats s'inscrivent dans une tendance francilienne à la hausse de la fréquentation des grands sites culturels.

Le Musée de l'air et de l'espace

Avec 235 290 visiteurs en 2005 le Musée de l'Air et de l'Espace du Bourget affiche un très bon résultat qui vient conforter les bons chiffres de 2004. L'exposition *Et voilà le travail !* consacrée aux transports avec plus de 32 000 visiteurs et le salon international de l'aéronautique et de l'espace au premier trimestre ont contribué pour beaucoup à ce succès. Cependant, au second semestre le Musée a connu une réelle stabilité par rapport à la période équivalente de 2004. La mise en œuvre d'une politique dynamique d'animation et de programmation d'événements prévue en 2006 devrait renforcer l'attractivité de ce site.

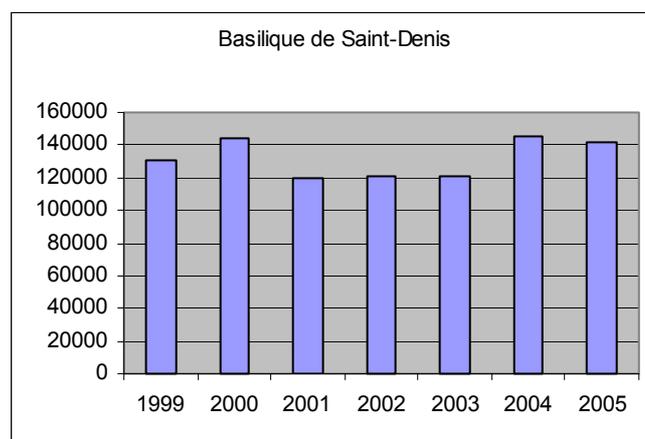
Source : Musée de l'Air et de l'Espace



La Basilique Saint-Denis

Si la Basilique de Saint-Denis affiche une baisse de fréquentation de 2% environ en 2005 par rapport à 2004, elle enregistre tout de même, avec 142 098 entrées, un bon résultat si on se réfère aux dernières années. Au premier semestre elle a bénéficié du prolongement de l'exposition temporaire *Basilique secrète* avec un succès continu. Cependant après une saison estivale de bon niveau le dernier trimestre, en particulier le mois de novembre, a vu une chute importante du nombre des visiteurs qui a altéré le résultat global de l'exercice 2005.

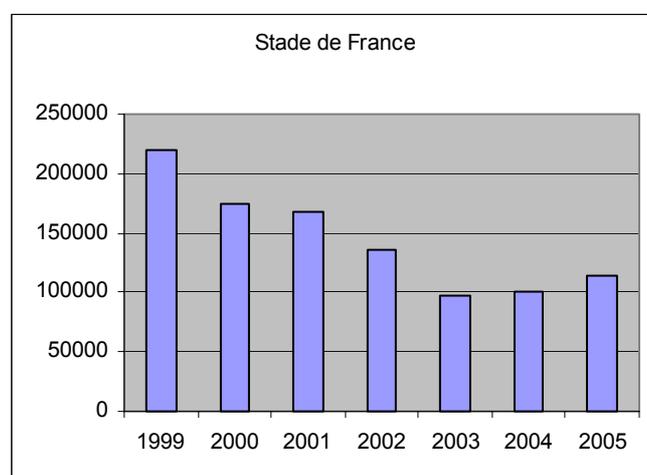
Source : Caisse des Monuments Historiques



Le Stade de France Paris 2012

Avec 113 668 entrées pour la visite de cet équipement phare de la Seine-Saint-Denis, le Stade de France consolide en 2005 son léger rebond de fréquentation amorcé en 2004. Après un bon premier semestre, les résultats ont sensiblement fléchi pendant l'été avant de connaître un net recul au dernier trimestre, en particulier en novembre et en décembre. On peut s'interroger sur l'éventuel effet négatif d'image du territoire à cette période sur les visites du Stade de France.

Source : Stade de France



Indicateurs d'attractivité

Compte tenu du calendrier biennal de certains salons, il convient de comparer les années paires entre elles et les années impaires entre elles.

➤ Chiffres clés « salons » sur le Parc des Expositions de Paris Le Bourget

Pour rappel, données 2004 : source EMECA

Nombre de salons	22
<i>dont professionnels</i>	<i>15</i>
Nombre d'exposants	4 000
<i>dont exposants étrangers</i>	<i>350</i>
Nombre de visiteurs	870 500
<i>dont visiteurs étrangers</i>	<i>48 000</i>

Données 2005 - Source : CCIP-SEPLB

Nombre de salons	18
<i>dont professionnels</i>	<i>13</i>
Nombre d'exposants	6 000
<i>dont exposants étrangers</i>	<i>NC</i>
Nombre de visiteurs	850 000
<i>dont visiteurs étrangers</i>	<i>NC</i>

En 2005, le Salon International de l'Aéronautique et de l'Espace a réuni à lui seul 480 000 visiteurs (223 000 professionnels et 257 000 grand public) et 1900 exposants dont 1000 étrangers.

Les 5 salons « grand public » et 1 mixte (Aéronautique) ont accueilli 548 000 visiteurs « grand public » en 2005, soit 65% de la fréquentation totale

➤ Chiffres clés « salons » sur le Parc des Expositions de Paris-Nord Villepinte

	2003	2005
Nombre de salons	30	34
<i>dont professionnels</i>	<i>30</i>	<i>34</i>
Nombre d'exposants	18 891	26 000
<i>dont exposants étrangers</i>	<i>7 150</i>	<i>9 000</i>
Nombre de visiteurs	1 167 503	906 000
<i>dont visiteurs étrangers</i>	<i>331 464</i>	<i>290 000</i>

Source : CCIP-SEPN

L'année 2005 fut relativement modeste pour Paris Nord Villepinte alors que Paris Le Bourget a profité du SIAE
L'année 2006 s'annonce très bonne pour Paris Nord Villepinte.

Données arrondies au millier

TRANSFERTS DE SIEGES SOCIAUX

Attractivité de la Seine-Saint-Denis pour les entreprises, mesurée par le biais de l'installation de sièges sociaux

Tandis que les années 2003 et 2004 ont connu des soldes positifs en glissement annuel, soit respectivement +32 et +58, l'année 2005 présente un solde négatif de 10. L'attractivité du nord du département se confirme toutefois avec un solde de +33, alors que le déficit du sud perdure et s'aggrave -43.

Ce recul global cache toutefois des disparités d'importance en terme de volume d'affaires. Si le solde des très petites entreprises demeure positif à +11 (Nord du département à +12 et quasi maintien dans le sud) ; les PME sont davantage impactées à -26 (soit +13 pour le Nord et -39 pour le Sud). Les grands groupes et les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 30M€ présentent un solde positif de +5 (+8 dans le Nord et -3 dans le Sud).

La tendance qui s'est dégagée en 2005, semble se confirmer sur les trois premiers mois de 2006, avec un solde de +12 (Nord à +11 et Sud à +1). On notera toutefois l'installation de groupes prestigieux (Danone, Hygiène Products, MTS, Ets Français du Sang, Eiffage Travaux Publics...).

Source : Banque de France

L'EMPLOI

L'EMPLOI : Le marché du travail (1)

Les demandes d'emplois en fin de mois (DEFM) et les demandes d'emplois enregistrées

Le stock à fin décembre 2005

Les demandes d'emploi de catégorie 1 en fin de mois régressent depuis janvier 2005 (- 6532 demandeurs).

La baisse de -6,9 % en 2005 est moins significative que celle constatée sur l'Île de France (-9 %).

Par contre, la hausse de 3,1 % du chômage de très longue durée est préoccupante. Toutes les autres tranches d'anciennetés suivent la baisse globale :

- 12 /24 mois : - 7,7 %
- 24/36 mois : - 13,2 %
- 36 mois et plus : + 1,0 %

Le stock de la population féminine enregistre une baisse moins conséquente (- 4,9 %) que celle de la population masculine (- 6,9 %).

Les demandes d'emploi de catégorie 1 enregistrées

En cumul sur l'année 2005.

Les inscriptions chutent de 0,9 %. Si l'on observe les inscriptions par tranches d'âge, on constate une baisse à hauteur de 1,5 % pour les tranches d'âge - 25 ans et de 25 à 49 ans sauf celles concernant les 50 ans et plus qui augmentent de 4,7%.

Les sorties cumulées sur l'année 2005 : 164667 contre 158704 en 2004, soit une hausse de 3,7 %.

Par rubrique, on constate une hausse de 2,2 % des radiations pour absence au contrôle, qui correspond en réalité selon une enquête conjointe du Ministère du Travail et de l'ANPE à plus de 50 % de reprises d'emploi non déclarées à nos services.

Toutes les sorties ayant comme motifs les radiations administratives ne représentent que 10,18 % des sorties du fichier.

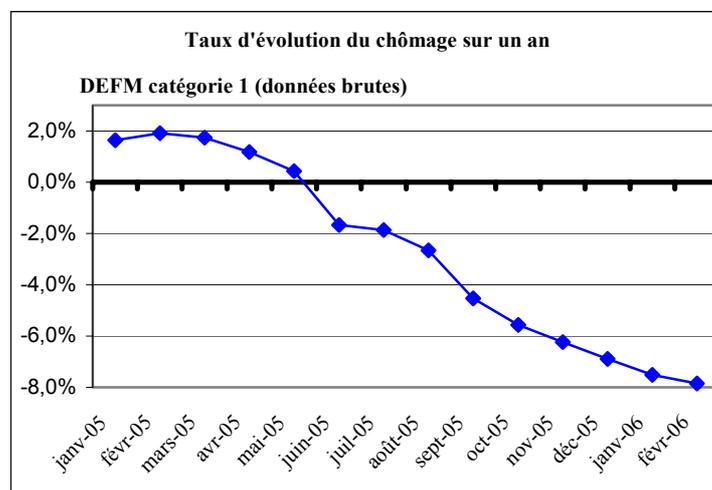
LES TAUX D'ÉVOLUTION DU CHÔMAGE SUR UN AN

Le nombre des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à l'ANPE recule nettement. Depuis 8 mois consécutifs, les taux d'évolution du chômage sur un an des demandeurs d'emploi ne cesse de diminuer, passant de -1,7% en juillet 2005 à -7,8% en février 2006.

Source : DDTEFP

		valeur	évolution 05/04
SITUATION à déc. 2005			
	a) Demande emploi fin de mois catégorie 1	88164	-6.90%
	- dont chômeurs de longue durée	29333	-6.90%
	- dont jeunes < 25 ans	13328	-9.20%
	- dont cadres	4264	-4.80%
	- dont femmes	41159	-4.90%
	b) Demande d'emploi enregistrée catégorie 1	160950	-9.00%
	- dont jeunes	39881	-1.60%
	- dont femmes	74435	-0.20%

Source : ANPE 93



L'EMPLOI : Le marché du travail (1)

Les offres d'emplois enregistrées (OEE), satisfaites et annulées

Sur l'année 2005 le recueil d'offres tous types a progressé de près de 20 %.

Recueil par type d'offres :

- A (emploi durable) + 23,8 %
- B (emploi temporaire) + 17,2 %
- C (emploi occasionnel) + 11,4 %

A noter que les offres cadres tous types progressent de 44,8 % dont + 24,1% de type A.

En 2005, les bassins d'emploi de la zone ouest bénéficient d'une forte progression du recueil des offres d'emploi, + 33,9 % pour une évolution de 13 % quand aux deux autres bassins de Seine Saint-Denis.

	valeur	évolution 05/04
SITUATION à déc. 2005		
Offre d'emploi enregistrée	52495	+19.8%
- dont nature du contrat emploi durable	29059	+23.8%
- dont nature du contrat emploi temporaire	15943	+17.2%
- dont nature du contrat emploi occasionnel	7493	+11.4%
Offres d'emploi satisfaites	44977	+23.9%
- dont taux de satisfaction	85.68%	+2.79%
Offres annulées	7095	-10.30%

Autres caractéristiques

SITUATION à déc.2005	valeur	évolution 05/04
Les principaux secteurs recruteurs (base NAF 15)		
service marchand	26428	+23.70%
service non marchand	7838	+21.5%
commerce	7570	+5%
BTP	3341	+31.8%
Transport	3519	+20.1%
Les offres par taille d'entreprises		
0 salariés	2452	
1 à 5 salariés	15690	
6 à 9 salariés	4762	
10 à 49 salariés	12000	
50 à 99 salariés	3408	
100 à 199 salariés	4663	
200 à 499 salariés	2907	
500 salariés et +	4606	
Les principaux métiers recherchés par les entreprises offreuseuses		
Personnel distribution vente	8258	
Services aux personnes et collectivités	6398	
Transports et logistique	6366	
Services administratifs et commerciaux	6171	
Profession arts et spectacles	4990	
BTP Extraction	3292	
Personnel industrie hôtelière	3237	
Intervenant société de développement local	2209	
Mécanique électricité électron	2037	
Cadres administratifs des services informatiques et commerciaux	1859	
Profession de la formation	1727	
Cadres commerciaux	1095	
Techniciens industrie	1040	
Personnels autres industries	823	

Source : ANPE

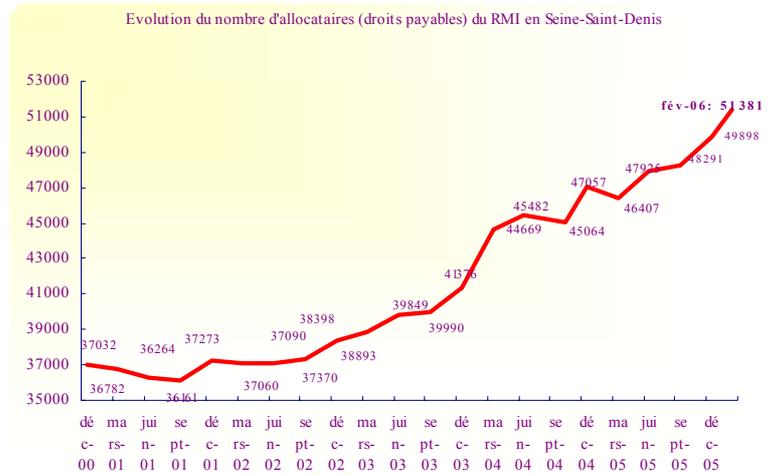
L'EMPLOI : Le marché du travail (2)

Le nombre d'allocataires du RMI

Le nombre d'allocataires du RMI continue de croître en Seine-Saint-Denis. En décembre 2005, on comptait 49 898 personnes à droits payables contre 47 057 en décembre 2004. Ce sont 2841 personnes de plus qui ont touchées le RMI en Seine-Saint-Denis. Soit une augmentation de 6%.

En février 2006, le nombre d'allocataires payables s'élève à 51 381. Les 2 premiers mois de l'année 2006 ont ainsi enregistré une augmentation de 1483 de nouveaux droits payables par le département.

Si l'on devait prendre comme mesure le nombre de droits ouverts, alors le nombre d'allocataires du RMI en Seine-Saint-Denis s'élève à 58 584 en décembre 2005 et à 59 580 en février 2006.



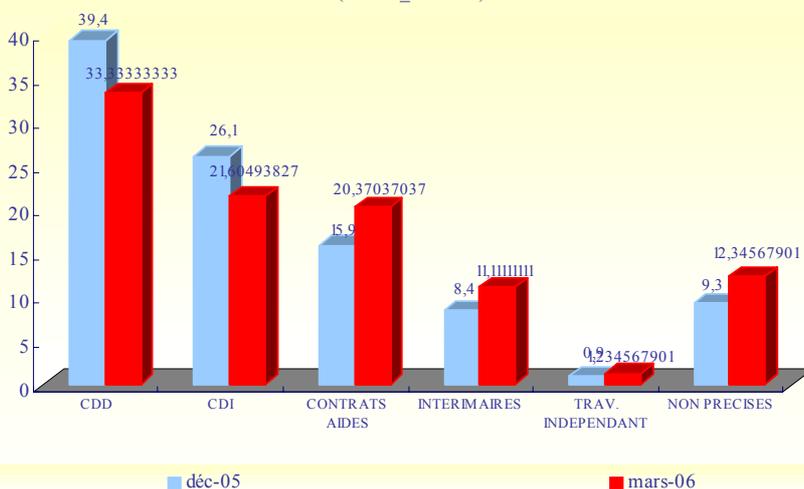
Les contrats d'insertion : évolution mensuelle depuis septembre 2005

Evolution du nombre de contrats d'insertion et du nombre de reprise par l'activité déclarés*							
	sept-05	oct-05	nov-05	déc-05	janv-06	févr-06	mars-06
Nombre de contrats d'insertion signés	1186	1430	1300	1581	1230	1276	1311
Nombre des reprises d'activités (déclarés)	127	71	173	226	174	130	162
Taux de reprise d'activité	10,71	4,97	13,31	14,29	14,15	10,19	12,36

* Le nombre de reprises par l'activité est ici inférieur à la réalité en raison du mode de comptage. Ne sont pris en compte, que les personnes ayant déclarées une reprise d'activité

Les reprises d'activité selon le type de contrat en mars 2006

Evolution et répartition des reprises d'activités déclarées selon le type de contrat (déc-05_mars-06)



En mars 2006, le nombre de reprises d'activité déclaré est inférieur à celui enregistré en décembre 2005. En effet, on comptait 162 reprises d'activité au premier trimestre 2006 contre 226 trois mois plus tôt.

La qualité des emplois retrouvés s'est aussi dégradée. Tandis que les contrats aidés (+4,3 point) et les emplois intérimaires (+2,7 point) augmentent, les CDI (-4,5 points) et les CDD (-6,1 points) sont en diminution.

L'EMPLOI : Le marché du travail (2)

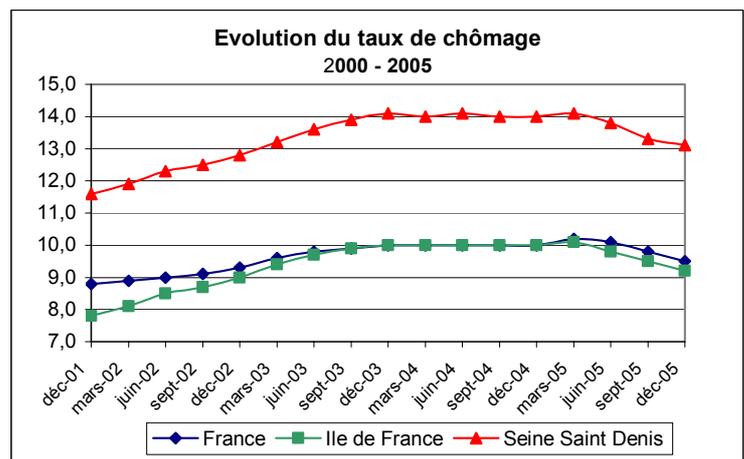
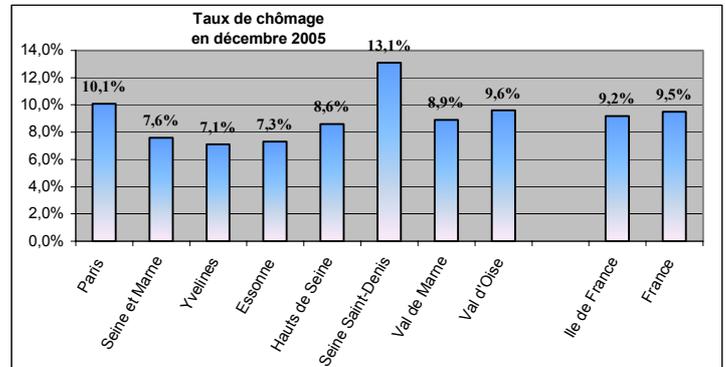
Taux de chômage

A la fin décembre 2005, le taux de chômage, au sens du BIT, s'élève en Seine-Saint-Denis à 13,1% (contre 9,7% en Ile de France et 9,5% en France métropolitaine).

Ce taux est le plus élevé des départements de l'Ile de France mais est en baisse de 0,2 point par rapport au 3^{ème} trimestre 2005.

Bien qu'à un niveau plus élevé, la courbe de l'évolution du taux de chômage en Seine-Saint-Denis suit celles de la Région Ile de France et de la France métropolitaine, avec une diminution enregistrée depuis le 2^{ème} trimestre 2005.

Le taux de chômage de la Seine-Saint-Denis se situe actuellement en dessous de 14,1%, niveau atteint au cours de l'année 2004 et au 1^{er} trimestre 2005.



Source : DDTEFP

L'EMPLOI : Le marché de l'emploi (2)

Evolution du nombre d'entreprises employant de la main d'œuvre de 2000 à 2004

En cinq ans, le nombre d'établissements en Seine Saint Denis s'est accrue de 1.9%, passant de 30 251 à 30 844 soit un gain de 593 entreprises.

L'évolution sur 5 ans du nombre de salariés

Le niveau de l'emploi salarié a rejoint en 2004 celui qui avait été atteint en 1975.

L'emploi salarié n'a cessé de croître depuis 2000, dans notre département, passant de 341 768 à 356 789 emplois. Le gain, sur cette période est de 15 021 emplois soit une hausse de 4.4%, ce qui correspond à une progression moyenne annuelle de 0.9% de l'emploi salarié en Seine Saint Denis.

De tous les départements franciliens, la Seine-Saint-Denis a connu le plus fort dynamisme en matière d'emploi au cours de l'année 2004 : +7 280 emplois par rapport à 2003, soit une croissance de 2,1%, alors que les évolutions des autres départements franciliens sont comprises entre -1,4 et +1,8%.

En terme de secteur, l'emploi a reculé dans l'industrie (-7 973) mais il a fortement progressé dans le tertiaire (+ 22 101). Le secteur du BTP a continué de créer des emplois (+893).

Cette évolution traduit bien la tendance à la désindustrialisation de notre département et l'accélération de la tertiarisation des emplois.

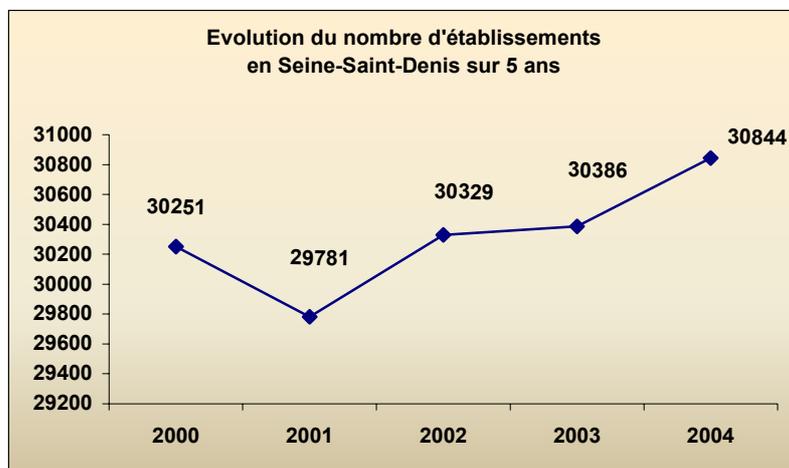
En effet, le poids des emplois de l'industrie est passé en 5 ans de 17.7% à 15%.

A contrario, le poids du tertiaire a cru nettement passant de 73% à 76%.

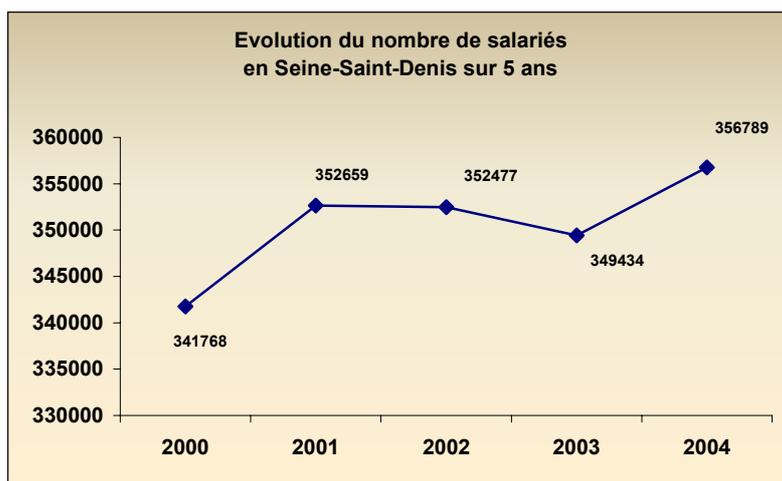
La Seine-Saint-Denis est devenue attractive pour les entreprises, à l'inverse de Paris, en raison notamment du coût plus modéré de l'immobilier. En 2004, de nombreux transferts se sont effectués de Paris vers la Seine-Saint-Denis.

Le département connaît un nouvel essor économique grâce au développement de nouvelles branches d'activités comme les biotechnologies, les technologies de l'information et de la communication.

En terme de territoire, la création d'emploi, sur la période 2000-2004, s'est faite dans les pôles d'activités tertiaires tels que la Plaine St Denis, Roissy / Villepinte et Marnes la Vallée et Montreuil.



Source : DDTEFP / Groupement des ASSEDICS de la Région Parisienne

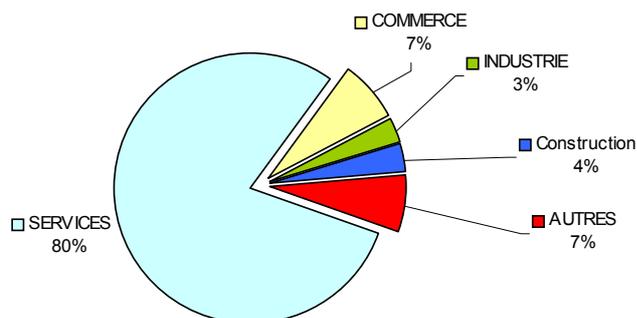


L'EMPLOI : Le marché de l'emploi (2)

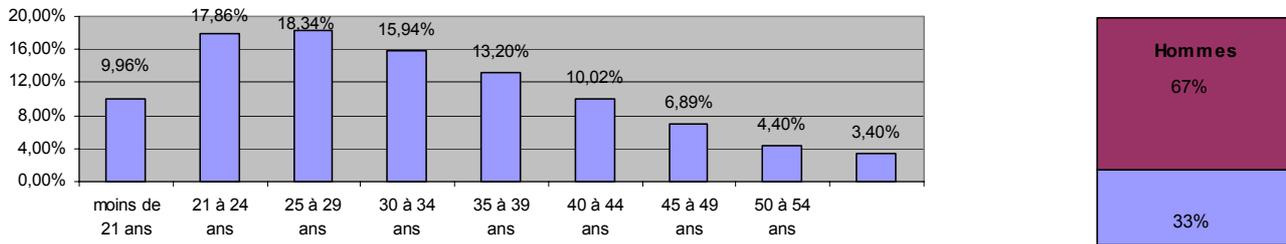
Les Déclarations Uniques d'Embauches (DUE) par secteur d'activités (données 4ème trimestre 2005)

	Secteur d'activité	Déclaration d'embauche 4ème Trim 05	Evolution 4T04 / 4T05
SERVICES	Transports	7160	-1.37%
	Activités financières	653	3.82%
	Activités immobilières	1017	+26.02%
	Services aux entreprises	78922	+11.13%
	Services aux particuliers	46719	+26.48%
	SERVICES	134471	+15.28%
COMMERCE	COMMERCE	12165	+4.34%
INDUSTRIE	Industries agricoles et alimentaires	671	-7.19%
	Industries des biens de consommation	3253	+70.85%
	Industrie automobile	158	+44.95%
	Industries des biens d'équipement	528	+18.39%
	Industries des biens intermédiaires	508	-10.56%
	Energie	67	-12.99%
	INDUSTRIE	5185	+35.48%
CONSTRUCTION	CONSTRUCTION	5554	+38.78%
AUTRES	Agriculture, sylviculture, pêche	3	0%
	Education, santé, action sociale	6764	+18.81%
	Administration	3744	+9.41%
	Inconnue	573	-16.47%
	AUTRES	11084	+13.06%
	TOTAL	168 459	+15.43%
Dont	Entreprises de Travail Temporaire	63353	+10.88%
	Artisites auteurs	10694	+5.35%
	Hôtels cafés restaurants	13952	+62.69%

Source : URSSAF de Paris – Région Parisienne



Répartition des DUE selon l'âge et le sexe du salarié



Les 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2005 sont marqués par une augmentation du nombre de DUE par rapport à 2004 dans tous les secteurs et notamment dans le secteur des services qui représente 79,82 % des embauches au 4^{ème} trimestre. Au 3^{ème} trimestre, 51% des embauches concerne des salariés de moins de 30 ans, 46% au 4^{ème} trimestre. La répartition des embauches hommes femmes reste constante sur toute l'année (hommes 67%)

Source : URSSAF de Paris – Région Parisienne

NOTE METHODOLOGIQUE

DONNEES SUR LA CONSTRUCTION NEUVE (SITADEL)

- l'autorisation de construire, pour les permis ayant reçu un avis favorable de l'autorité compétente qui donne lieu à la série des permis autorisés,
- la déclaration d'ouverture de chantier qui donne lieu à la série des permis commencés,
- la déclaration d'achèvement de travaux, dont les séries ne sont pas publiées par manque de fiabilité des données.

Les données publiées disponibles sont en date de prise en compte et en dates réelles, qui ne sont disponibles et stabilisées qu'après un délai important nécessaire à la collecte de l'information.

DONNEES SUR LA COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS NEUFS (ECLN)

L'enquête sur la commercialisation des logements neufs (ECLN) est exhaustive et son objectif est l'observation conjoncturelle du marché de la promotion privée immobilière de logements neufs.

- Le champ de l'enquête : l'enquête utilise comme base de sondage l'ensemble des permis ayant au moins 5 logements neufs, dont au moins 1 est destiné à la vente sur le marché de la promotion immobilière.
- Les mises en vente : on appelle « mises en ventes » les logements nouvellement offerts à la commercialisation par les promoteurs au cours de l'année enquêtée.
- Les ventes ou réservations : l'enquête recense les réservations, avec dépôt d'arrhes effectuées sur chaque programme. Dans la présentation des résultats, on parle indifféremment de ventes ou de réservations.

DIFFERENCES ENTRE LES CHAMPS DES OBSERVATIONS DE LA DDE SUR LE LOGEMENT ET CEUX DE LA BDF SUR LES CREDITS A L'HABITAT, POUR LE TABLEAU DE BORD CONJONCTUREL.

Construction neuve		Phase réalisation		Acquisition par l'occupant
		Autorisés (PC)	Mises en Chantier	
	Par un organisme social/HLM	Oui	Oui	<i>Non relevant</i>
	Par un promoteur privé	Oui	Oui	Oui, si programme de 5 logements au moins (ECLN)
	Par un particulier en maison individuelle (« diffus »)	Oui	Oui	
Transactions dans l'ancien	<i>Non relevant</i>			(A partir de 2006)

La DDE transmet des données sur des flux physiques, quel que soit le constructeur ; elle transmet également des données de flux sur les ventes de logements mais, jusqu'en 2006, uniquement les ventes de logements en collectifs dans le neuf.

La Banque de France transmet, dans sa série des encours de crédits à l'habitat, non pas des données de flux, mais des données de stocks (ou de variation de stocks si l'on observe la progression des encours de crédits). Le champ observé, en grisé sur le tableau, diffère de celui de la DDE : n'y figurent pas les crédits mobilisés par les promoteurs locatifs sociaux ou HLM (soit 25 à 35 % de la construction neuve dans le département); en revanche, son champ intègre les transactions dans l'ancien, sur quoi la DDE ne fournit pas encore d'informations trimestrielles.

Les informations transmises par la Banque de France fournissent donc une image plus éloignée des fluctuations dans la construction neuve de logements : les variations d'encours sont affectées par des variations dans le remboursement de crédits antérieurs ; les crédits nouveaux intègrent les crédits sur transactions, et leur volume dépend aussi d'effets prix, et de variations dans les structures de financement adoptées par les acquéreurs de logements (répartition entre les fonds propres, les crédits familiaux ou amicaux non déclarés, et les crédits bancaires).

MARCHÉ DES LOGEMENTS ANCIENS EN SEINE-SAINT-DENIS

L'analyse du marché des logements dits "anciens", qui est maintenant intégrée au document publié par le Club Conjoncture 93 est réalisée à partir de la base de données de la Chambre Régionale des Notaires d'Ile de France. Réalisée par la DDE, elle vient compléter l'analyse de la conjoncture du marché des logements neufs.

NOMBRE D'ENTREPRISES ARTISANALES PAR SECTEUR D'ACTIVITE

Les chiffres communiqués sont issus des mouvements enregistrés au répertoire des métiers.

La répartition a été faite par code d'activités selon la nomenclature d'activités (NAFA), en fonction de l'ancienne répartition en sept catégories qui à l'avantage d'offrir une meilleure ventilation des activités.

Selon le dernier traitement, les chiffres s'analysent comme suit :

Il s'agit de l'état du fichier depuis sa création, arrêté à une date anniversaire (31 décembre 2001, 31 décembre 2002, 31 décembre 2003, 31 décembre 2004 et 31 mars 2005).

ETAT DES CARNETS DE COMMANDES ET DU NIVEAU DES STOCKS PAR RAPPORT AU NIVEAU JUGE NORMAL

Ces données sont issues des enquêtes de conjoncture réalisées mensuellement par les succursales de la Banque de France de Saint-Denis et de Pantin, auprès d'un échantillon représentatif de 48 entreprises industrielles de Seine-Saint-Denis.

Elles concernent uniquement les entreprises du secteur industriel, à savoir les fabricants de biens intermédiaires, de biens de consommation, de biens d'équipement et l'industrie agro- alimentaire.

En sont exclues les entreprises du BTP.

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA)

L'analyse des données a porté sur les secteurs d'activité suivants : les biens de consommation, l'automobile, les biens intermédiaires, biens d'équipement, l'énergie, la construction, la réparation automobile, le commerce de gros et les intermédiaires de commerce, le commerce de détail, les transports, les activités financières, les services aux entreprises, les services aux particuliers, l'éducation, la santé, l'action sociale, l'administration, l'agriculture, la chasse, l'agro-alimentaire.

Pour ce faire, quatre paramètres ont été privilégiés : le chiffre d'affaires, la TVA brute (application des taux de TVA), la TVA déductible sur immobilisations (donnée reflétant les investissements des entreprises), la TVA nette due.

➤ Chiffre d'affaires : les données relatives au chiffre d'affaires sont celles que les entreprises portent sur les différentes déclarations fiscales qu'elles sont tenues de déposer. En conséquence, une certaine prudence s'impose lors de l'analyse de ces données.

➤ TVA Brute totale : il s'agit des montants de TVA résultant de l'application des différents taux légaux de TVA applicables en France. Les taux les plus couramment appliqués sont 19.6% (taux normal applicable à toutes les activités pour lesquelles la loi n'a pas fixé un autre taux) et 5.5 % (taux réduit applicable aux produits destinés à l'alimentation humaine de base hors produits dits de luxe, ventes à emporter d'aliments, produits destinés à l'alimentation animale et produits non transformés issus de l'agriculture de la pêche ...prestations de services effectuées dans le domaine agricole)

➤ TVA déductible sur immobilisations : la technique retenue pour la taxation de la valeur ajoutée implique que la taxe qui a grevé les éléments du prix de revient d'une opération imposable soit déductible de la taxe applicable à cette opération.

L'exercice de ce droit à déduction s'opère sur des biens constituant des immobilisations pour l'entreprise c'est à dire en termes généraux des investissements. Il s'agit de biens de toute nature qui sont acquis ou créés par l'entreprise non pour être vendus ou transformés mais pour être utilisés d'une manière durable comme instruments de travail ou moyens d'exploitation.

➤ TVA nette due : Il s'agit du montant de TVA due calculé à partir des données déclarées par les entreprises. Cette variable est donc à utiliser avec prudence dans la mesure où elle ne reflète pas les sommes effectivement versées au Trésor Public.

Ainsi, certaines entreprises peuvent déclarer un montant de TVA due correspondant à leur chiffres d'affaires mais qu'elles ne sont pas en mesure de payer du fait de la conjoncture ou du comportement de leur dirigeant. En conséquence, l'encaissement sera différé et ne sera plus considéré comme reflétant le paiement spontané de la TVA mais comme le résultat de l'action en recouvrement

De plus, il convient de noter que l'évolution de la situation économique n'est pas directement liée au montant dû ou payé de TVA dans la mesure où ce montant peut être impacté par des opérations d'investissement ou des exportations lourdes réalisées par les entreprises les plus importantes.

IMMATRICULATIONS AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES (RCS)

Les immatriculations ont été subdivisées dans les 4 catégories connues actuellement :

- Personnes physiques : lettre A dans le numéro RCS
- Personnes morales : lettre B dans le numéro RCS
- Groupe Intérêts Economique : lettre C dans le numéro RCS
- Sociétés civiles : lettre D dans le numéro RCS

Sur la dernière ligne du tableau apparaît le chiffre concernant les dépôts des Comptes Annuels déposés au greffe.

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE DANS LES TRANSPORTS ROUTIERS

Ces données sont issues des enquêtes de conjoncture mensuelles de la Banque de France de Seine-Saint-Denis, réalisées auprès de sociétés de transport routier du département réalisant un CA annuel supérieur à 750 000 euros.

INDICATIONS DE LECTURE

CVS : corrigées des variations saisonnières.

DB : données brutes.

Glissement annuel en % : taux de croissance du mois (ou trimestre) de l'année par rapport au mois (ou trimestre) de l'année précédente.

Taux de chômage au sens du BIT (Bureau International du Travail) : données corrigées des variations saisonnières.

SHON : Surface hors œuvre nette.

CAF/FAB : Pour le commerce extérieur de la France, la valeur des échanges est prise en compte au passage de la frontière. Cette comptabilisation est dite CAF/FAB : Pour les importations Coût, Assurance et Frais compris jusqu'à notre frontière nationale, pour les exportations, Franco A Bord, à notre frontière.

CONTACTS

Préfecture de la Seine-Saint-Denis ● Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis ● Conseil Général de Seine-Saint-Denis ● Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Seine-Saint-Denis ● Tribunal de Commerce ● Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ● URSSAF de Paris- Région Parisienne ● ASSEDIC de l'Est Francilien ● ANPE 93 ● Direction départementale d'Equipement 93 ● Comité Départemental du Tourisme ● Banque de France de Seine-Saint-Denis ● Trésorerie Générale 93 ● Direction départementale des Services Fiscaux ● Direction régionale des Douanes de Paris-Est ● Comité d'Expansion économique de Seine-Saint-Denis

SECRETARIAT CLUB 93 CONJONCTURE

Alice Benichou
CCIP 93 – Bobigny
Tél. 01 48 95 10 79
Abenichou@ccip.fr

Données

Correspondants à contacter

LES MENAGES

Crédits à la consommation des ménages, encours et dépôts	Anne-Claude VANDERMOLEN Banque de France Tél : 01.48.13.35.46 Anne.floiras@banque-France.fr
Immatriculations de véhicules particuliers	Catherine BRAULT Préfecture de la Seine-Saint-Denis Tél : 01.41.60.66.20 / Fax : 01.41.60.66.81 Actions-Etat@seine-saint-denis.pref.gouv.fr
Crédit à l'habitat	Anne-Claude VANDERMOLEN Banque de France Tél : 01.48.13.35.46 Anne.floiras@banque-France.fr
Le marché des logements collectifs neufs et leur prix au m ²	Direction Départementale de l'Équipement 93 Patrick JULES Tél : 01.41.60.67.24 / patrick.jules@equipement.gouv.fr Chantal NIASSOU Tél : 01.41.60.67.27 / chantal.niassou@equipement.gouv.fr
Le volume de la construction des logements neufs	
Le marché des logements dans l'ancien	

LA VIE DE L'ENTREPRISE

Mouvements des entreprises	Pierre DANGU Tribunal de Commerce de Bobigny Tél : 01.48.95.15.39 / Télécopie : 01.40.30.22.91
Mouvements de l'Artisanat	Eric FROEHLICHER Chambre de Métiers 93 eric.froehlicher@cm-bobigny.fr
Analyse des rapports entre l'évolution des carnets de commandes et les stocks	Julien PARROD Banque de France julien.parrod@banque-france.fr
Le commerce extérieur	Patricia JACQUES Direction Régionale des Douanes de Paris-Est Tél : 01.64.62.75.27 / patricia.jacques@douane.finances.gouv.fr

LA VIE DE L'ENTREPRISE (suite)

La taxe sur la valeur ajoutée	Direction des services fiscaux 93 Jean-Pierre ROUXEL Tél : 01.48.96.53.00 / jean-pierre.rouxel@dgi.finances.gouv.fr
La construction des locaux d'activités	Direction Départementale de l'Équipement 93 Patrick JULES Tél : 01.41.60.67.24 / patrick.jules@equipement.gouv.fr Chantal NIASSOU Tél : 01.41.60.67.27 / chantal.niassou@equipement.gouv.fr

Volume des transactions immobilières par type de biens et par communes	COMEX 93 Conor MARCUS Tél. : 01 49 98 10 00 / cmarcus@comex93.org
Immatriculations de véhicules utilitaires	Catherine BRAULT Préfecture de la Seine-Saint-Denis Tél : 01.41.60.66.20 / Fax : 01.41.60.66.81 Actions-Etat@seine-saint-denis.pref.gouv.fr
Crédits aux entreprises	Anne-Claude VANDERMOLEN Banque de France Tél : 01.48.13.35.46 Anne.floiras@banque-France.fr
LES SERVICES	
Hôtellerie	Dominique WIIK Comité Départemental du Tourisme 93 Tél : 01.49.15.98.98 / d.wiik@tourisme93.com
Transports	Julien PARROD Banque de France julien.parrod@banque-france.fr
INDICATEURS D'ATTRACTIVITE	
Nombre de visiteurs au Stade de France	Dominique WIIK Comité Départemental du Tourisme 93 Tél : 01.49.15.98.98 / d.wiik@tourisme93.com
Nombre de visiteurs au Musée de l'Air et de l'Espace	
Nombre de visiteurs à la Basilique de Saint-Denis	
Transferts des sièges sociaux	Anne-Claude VANDERMOLEN Banque de France Tél : 01.48.13.35.46 Anne.floiras@banque-France.fr
Fréquentation des salons des Parcs des Expositions du Bourget et de Paris Nord Villepinte	Alice BENICHOU CCIP 93 Tél : 01.48.95.10.79 Fax : 01.48.95.11.58 Abenichou@ccip.fr
L'EMPLOI	
Les demandes d'emplois en fin de mois	Jean-Claude CARROT ANPE Tél : 01.41.60.85.87/ j-c.carrot@anpe.fr
Le taux d'évolution du chômage sur un an	Jean Roger CHAPLAIN Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle 93 Tél : 01.41.60.54.91 / jean-roger.chaplain@dd-93.travail.gouv.fr
Les offres d'emplois enregistrés en fin de mois	Jean-Claude CARROT ANPE Tél : 01.41.60.85.87/ j-c.carrot@anpe.fr
Les demandes d'emplois enregistrées	

L'EMPLOI (suite)	
Les taux de chômage	Jean Roger CHAPLAIN Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle 93 Tél : 01.41.60.54.91 / jean-roger.chaplain@dd-93.travail.gouv.fr
Le nombre de RMIstes	Virgile ADJAH Conseil Général 93 Tél : 01.43.93.86.18 vadjahi@cg93.fr
L'évolution sur 5 ans du nombre d'entreprises employant de la main d'œuvre	Jean Roger CHAPLAIN Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle 93 Tél : 01.41.60.54.91 / jean-roger.chaplain@dd-93.travail.gouv.fr
L'évolution sur 5 ans du nombre de salariés	
Les déclarations uniques d'embauches	Cécile BOURSON URSSAF de Paris – Région Parisienne Tél : 01.56.93.24.00 / cecile.bourson@urssaf.fr